

Dossier CRAS - Octobre 2022

Contrôle sociale – Fichage – Informatique (1977 - 1983)

Page 2 à page 4

- **Chronologie d'événements et formes d'interventions (dont celles du CLODO) à Toulouse et dans la région.**

Page 5 à page 30

- **Articles de presse sur les actions du CLODO**



Chronologie d'événements et formes d'interventions à Toulouse et dans la région Contrôle sociale – Fichage – Informatique (1977 - 1983)

20/11/1977:

- Attentat au centre informatique de l'E.D.F. (rue Sebastopol) Explosion revendiquée par le C.A.R.L.O.S. (Coopération autonome des Révoltés en Lutte Ouverte contre la Société). Voir documents (livre Golfech).*

24/11/1977 :

- Attentat contre le siège de Data systems. Action non revendiqué ?

21/08/78 :

- Mise à sac d'un poste de Police dans le quartier du Mirail.

28/04/79 :

- Attentat (rue Matabiau) au siège de la société Univac-Sperry, constructrice d'ordinateurs. Acte non revendiqué. Voir Dépêche 28/04/79*.

16/11/79 :

- Le groupe P.O.L.I.C.E. (Parti Ouvrier Libertaire Internationaliste Communiste Estudiantin) revendique le cambriolage du poste de police du 21/08/78 et divulgue le contenu des fichiers dérobés à cette occasion.*

19/02/80 :

- Le groupe P.R.I.N.T.A.F.I.X. (Pour Récupérer Intégralement Notre TVA A la Face des Ignobles exploiters) revendique et divulgue les fichiers dérobés au magasin Printafix (rue Alsace Lorraine).*

6/04/80 :

- Sabotage à la société informatique Philips Data System. Acte revendiqué par le C.L.O.D.O. (Comité Liquidant Ou Détournant les Ordinateurs).*

9/04/80 :

- Communiqué du C.L.O.D.O., paru dans le journal Libération, revendiquant l'intervention à Philips Data System.*

9/04/80 :

- Sabotage et Incendie à la "C.I.I. Honeywell-Bull " (Avenue Honoré Serres). Revendiqué par le C.L.O.D.O.*

20/05/80 :

- Incendie à la société International Computers Limited (filiale d'un important groupe britannique). Dans le bureau du directeur un bombage "NON A BIG BROTHER EN IRLANDE, NON A L'INFORMAFLIC". Acte revendiqué par le C.L.O.D.O.*

15/08/80 :

- Le collectif "Grasse Matinée" revendique l'incendie d'un véhicule break 304 remplie d'horloges pointeuses. Communiqué paru dans Libération du 16/08/80.*

23/06/80 :

- Un groupe intitulé "LA BELLE" revendique le saccage des bureaux de l'Université des sciences où doit avoir lieu un Symposium international sur l'informatique et la cybernétique.*

12/09/80 :

- **Une semaine avant l'ouverture du SICOB (salon de l'informatique) incendie à la société de service Cap-Sogeti. Sur un mur une inscription : "LE C.L.O.D.O. PERSISTE ET SIGNE, JOYEUX SICOB .***

29/10/80 :

Site de Golfech : 800 gardes mobiles arrivent au petit matin avec bulldozers et pelles mécaniques. La centaine de personnes présentes ne peuvent s'opposer que symboliquement. Les fermes sont évacuées et détruites.*

31/10/80 :

- Destruction des terminaux d'ordinateur par un commando à l'agence E.D.F. place Wilson. En réponse aux travaux entrepris sur le site de la centrale nucléaire de Golfech.*

26/01/81 :

- "Les Incontrôlables" revendiquent le sabotage de composteurs du réseau des autobus (la Semvat).*

27/01/81 :

- Le groupe "L.A.S.E.R." revendique l'attentat à l'explosif de l'entreprise Thomsom C.S. F.*

23/03/81 :

- Après effraction sabotage du terminal IBM de l'agence principale de la "Banque Populaire". Action non revendiquée.*

21/05/81 :

- Un an après le sabotage revendiqué par le C.L.O.D.O. la société britannique International Computers Limited Informatique situé rue du Port St Sauveur est victime d'un attentat à l'explosif. Action revendiquée par un bombage "LE POUVOIR ANGLAIS TUE EN IRLANDE". Depuis plusieurs semaines en Irlande des nationalistes catholiques incarcérés sont en grève de la faim. Plusieurs d'entre eux y laisseront leur vie dont Bobby Sands le 5 mai 1981. Le pouvoir anglais ne cédera en rien sur leurs revendications.*

25/08/81:

- Des inconnus ont entièrement dévasté les locaux de l'Institut d'administration des entreprises de Toulouse détruisant notamment le centre de calcul informatique dégâts estimés à plusieurs millions de francs. Acte non revendiqué.*

17/09/81:

-1000 compteurs E.D.F. sont sabotés. Action revendiquée par un « Groupe antinucléaire de Golfech » qui précise : "Golfech : pendant le gel du projet, les travaux continuent. Toulouse : nous avons dû poursuivre les nôtres par le déplombage et la destruction d'un milliers de compteurs au niveau du système d'enregistrement de la consommation.*

MARS 1982: Recensement de la population au niveau National.

30/03/82 :

- Une soixantaine d'agents recenseurs décident de faire grève, remettant en cause la nature de leur travail et les conditions salariales.*

01/04/82:

- Le groupe I.N.S.E.E. (Individus Négativement Sensibilisés aux Enquêtes et aux Étiquettes) revendique le vol de milliers de fiches du recensement. Voir document (le Matin de Paris du 2/04/82).

9/04/82 :

- Un imprimé annonçant l'annulation du recensement est diffusé dans divers quartiers de la ville (boîtes aux lettres et affichage). C'est un faux....*
- Les agents recenseurs accompagnés de recensés occupent pendant plusieurs heures l'I.N.S.E.E. (Institut national de la Statistique et des Études Économiques).*

23/04/82 :

- Les recenseurs en grève accompagnés de recensés occupent le siège du Parti Socialiste pour faire entendre leurs revendications.....*

28/01/83 :

- A Colomiers (ville à côté de Toulouse) attentat à l'explosif contre le Centre de Traitement Informatique de la préfecture de la Haute-Garonne. Intervention revendiquée par le C.L.O.D.O.*

1/02/83 :

- Communiqué du C.L.O.D.O. dans le journal Libération.*

7/02/83 :

-Même communiqué dans le journal 01 Hebdo (informatique).*

26/10/83:

-Incendie rue Matabiau à la société Sperry-Univac-Ordinateurs. Sur un mur un bombage : "REAGAN ATTAQUE GRENADE. SPERRY MULTINATIONALE COMPLICE. C.L.O.D.O.". La "Sperry" est une société américaine de fabrication d'ordinateurs. Implantée en France depuis plusieurs années, elle y emploie plus de 1300 personnes réparties dans deux usines et des antennes de commercialisation comme celle de Toulouse.*

Octobre 1983 :

- interview au C.L.O.D.O. dans Terminal 19/84 (revue informatique).*

26/12/83:

- Dans la zone industrielle de l'Union (ville près de Toulouse) incendie dans une agence de la société National Cash-Register produisant du matériel électronique allant dans la caisse enregistreuse au gros ordinateur de gestion. Action revendiquée par le « C.L.O.D.O. and Little Sister ». *

Notes :

- En gras les actions revendiquées par le CLODO

*Voir les dossiers du CRAS

La dépêche Mercredi 9/Avril/80

30 mars : Un commissariat dévasté...

6 avril : Des ordinateurs saccagés

ACTIONS DIRECTES ?

Le groupe « Action directe » revendique beaucoup ces temps-ci.

Ainsi, après le coup de main contre le ministère de la coopération, le 18 mars à Paris, après l'attentat qui dévasta, le 30 mars, un commissariat toulousain, voilà qu'un correspondant vient de revendiquer, par un coup de téléphone aux bureaux parisiens de l'agence France-Presse (A.f.p.) le sabotage des locaux de « Philips Informatique », réalisé à Toulouse dans la nuit de samedi à dimanche.

S'agit-il d'une action spectaculaire pour dénoncer « les dangers de l'informatique ? » Est-ce, plus simplement, une tentative de récupération tardive ? Ou, enfin, un coup de bluff ? Pas facile d'avoir des certitudes, dans tous ce brouillard entretenu !

Seule nouveauté : le sigle de l'organisation extrémiste s'est quelque peu modifié. Hier, le correspondant de l'A.f.p. se réclamait en effet du groupe « Action directe des 27-28 mars 1980 ».

« Philips informatique ». Un immeuble peccable. Une entreprise sans histoire, qui élaborait de minutieux programmes. Un travail de longue haleine. Des techniciens sans reproches. On peut mettre cinq minutes ou une année à réaliser une cassette qui rassemble d'innombrables données. C'est le progrès, comme on dit. Pourtant, un grain de poussière, à lui seul, peut vous détruire une mémoire. Ainsi, on prend des précautions à « Philips informatique ».

Pourtant, dans la nuit de samedi à dimanche, d'étranges visiteurs ont tout perturbé. Un sabotage d'artistes. Les ordinateurs ont été mis hors d'état sans même avoir été égratignés. Des disques, cassettes, fiches, entièrement brûlés dans les toilettes de l'entreprise, n'ont laissé qu'une odeur diffuse et des cendres sur le sol.

« Un sabotage intelligent, réalisé par des gens qui ne sont ni des amateurs ni des vendales », assure M. Albert Loys, le directeur (lire « La Dépêche » du lundi 7 avril 1980).

S.d.e.c.e.

Ni amateurs, ni vendales. En revendiquant ce geste, le groupe « Action directe » souligne que certaines données d'ordinateur, dérobées à cette occasion, allaient servir à la Défense nationale et au service d'espionnage, de documentation et de contre-espionnage (S.d.e.c.e.).

« Ce que nous avons découvert sera divulgué prochainement », a même précisé le correspondant d'« Action directe ».

Certes, « Philips informatique » peut très bien travailler pour le compte de l'armée. Mais il ne faut pas compter sur le S.d.e.c.e. ni même sur le directeur de l'entreprise pour en savoir plus.

Selon M. Albert Loys, les « visiteurs » du samedi soir n'auraient emporté avec eux que des dossiers concernant le personnel. « Nous ne faisons qu'élaborer des programmes », ajoute-t-il. Une fois terminée, la matrice est reproduite en double pour le client, de façon à ce qu'un vol éventuel n'entraîne qu'un préjudice limité ».

Pour l'heure, le directeur toulousain de « Philips informatique » considère que cette destruction ne fera que « retarder l'accès à l'informatique de diverses entreprises » et que d'autres clients devront, pour leur gestion, « reprendre la plume et le papier »...

Cour de sûreté de l'Etat

Depuis les rafles policières de Paris et de Toulon, au cours desquelles furent arrêtés divers militants de l'ultra-gauche qui appartiendraient soit à « Action directe » soit même aux « Brigades rouges italiennes », ce serait donc le second attentat que revendique à Toulouse « Action directe ».

Le 30 mars, en effet, le commissariat de Toulouse-sud avait été détruit par deux kilos de plastic placés sur un perron et reliés à une mèche d'un mètre cinquante. L'explosion avait été en quelque sorte signée, puisque, sur un mur voisin, le sigle « O.d.a. » (organisation d'action directe) venait d'être fraîchement peint.

Hier, le correspondant qui revendiquait le sabotage de « Philips informatique » a d'ailleurs reconnu que l'attentat toulousain du 30 mars

avait été exécuté en « représailles contre la police ».

Officiellement, on prend l'affaire très au sérieux. L'enquête est contrôlée directement par la cour de sûreté de l'état, et, sur place, au service régional de police judiciaire (S.r.p.j.), on veut écarter aucune piste. Surtout pas celle d'« Action directe ». Les enquêteurs sont en effet convaincus que Toulouse resterait, pour certains groupes extrémistes, une agglomération « privilégiée ».

Il est vrai que les « groupes d'action révolutionnaire internationalistes » (G.a.r.i.) avaient, en 1974, trouvé à Toulouse des « racines idéologiques » nées de la résistance au franquisme voisin. Mais, aujourd'hui, beaucoup de militants libertaires proches des G.a.r.i. ont abandonné cette vieille pratique de l'action directe.

Si un « air de famille » rapproche, d'évidence, l'O.d.a. des G.a.r.i., l'amalgame ne saurait être politiquement entretenu. « Action directe » se désintéresse de l'Espagne. Ses cibles sont ponctuelles, et, chaque fois, expliquées par un communiqué. Il semble, à cet égard, que les informations téléphonées à l'A.f.p. aient été quelque peu succinctes. Ainsi, dans l'attentat contre « Philips informatique », l'utilisation du sigle a, peut-être été abusive.

A moins que, dans les jours qui suivent, « Action directe » ne divulgue effectivement quelques « secrets confidentiels », fruits de leur butin de samedi soir. Sinon...

J.-Claude SOULERY.



Des documents brûlés dans les toilettes de « Philips-Informatique » : « Action directe » ou quelqu'un d'autre ?.. — (Photo « La Dépêche », op. Métairon et Cognet.)

Toulouse : « Action directe » revendique le sabotage des ordinateurs

La Martin 9/6/80

Seules des bandes en cours de mémorisation ont été détruites, mais le fichier du personnel a disparu

Action directe a revendiqué mardi matin la destruction de données d'ordinateurs effectuée dans la nuit de samedi à dimanche à Toulouse à la Philips Data System. Le groupe qui signe désormais : « Action directe des 27-28 mars 1980 », par allusion à la grande rafle effectuée ce jour-là par la police parisienne, assure que les données « étaient destinées aux forces de la défense nationale et du SDECE (contre-espionnage) ». Il annonce la divulgation dans les prochains jours de ce qui a été dérobé. En fait, les voleurs ont emporté le fichier du personnel de la société. Quant aux données détruites, il s'agit de matériel en cours de mémorisation et non de programmes déjà établis. Les clients de la Philips Data System enregistreront donc un simple retard à la livraison. D'autre part, la Cour de sûreté de l'Etat s'est saisie de l'affaire.

De notre correspondant à Toulouse

« **A**UJOURD'HUI, ils ont frappé ici, mais ils recommenceront ailleurs. Ces types-là, il faut les éliminer de la société. Un poteau et douze balles dans la peau. Qu'on s'attaque à un homme, je le comprends, mais pas à des machines ! » L'homme qui parle est un technicien de Philips Informatique : « Tout est à refaire, il faut reprendre les machines pièce par pièce, un travail qu'il est impossible de chiffrer. »

Planté devant ses ordinateurs, il ausculte des yeux les dommages éventuels qu'ont pu subir ces cerveaux miniaturisés. Dans la pièce, une odeur âcre de plastique brûlé, l'odeur des mémoires parties en fumée. Dans les toilettes, des listings, des micro-cassettes et des disques souples carbonisés. Un préjudice hâtivement estimé à 200 millions de centimes. Peut-être plus, sans doute un peu moins. « J'aurais préféré

qu'ils prennent une masse et qu'ils cassent les engins, ça aurait été moins sournois, poursuit le technicien. Là, il faut tester chaque pièce et surtout refaire les programmes des sociétés qui nous avaient confié leur élaboration. »

En fait, tout ce qui a été détruit ici était en cours de mémorisation. Et c'est bien plus ennuyeux pour la Philips Data System. Une société informatique qui a terminé un programme le remet à son client sous forme de minicassette, toujours accompagnée d'un double. Ce duplicata est une forme de sécurité, appelée garantie informatique qui viendra immédiatement suppléer une éventuelle défaillance ou la perte de l'original.

Dans le cas de Toulouse, il s'agissait de mémorisation en cours qu'il n'est pas possible de reproduire avant le stade terminal du traitement. Donc, les sociétés qui avaient décidé

d'informatiser leur gestion et qui avaient confié ce travail à la Philips Data System enregistreront un retard variable de quelques mois à un an et demi.

Pour Albert Louys, directeur de la Philips, « tout dépend de la complexité du programme que l'on nous demande d'élaborer. Ainsi une simple cassette peut nous demander une semaine de travail comme près de deux ans de codage. C'est pour cela que le préjudice exact est difficile à chiffrer ».

Pour les ordinateurs, il en va de même. La simple poussière de plastique brûlée qui s'est répandue dans la pièce peut à elle seule bloquer cet organisme de microprocesseurs. « C'est très simple, poursuit Albert Louys. Quand vous rayez un disque, vous entendez l'impact à chaque tour. Pour nous, c'est pareil. Les informations sont tellement miniaturisées qu'u-

ne simple poussière peut rayer la bande matrice et annihiler sur un espace très petit des données capitales. Alors, imaginez le désastre que peut représenter cette pellicule noire et grasse qui recouvre tout. »

Pour la société Philips, l'impact d'un tel sabotage est énorme mais son directeur affirme qu'une telle mésaventure n'est pas reproductible dans les grosses banques ou entreprises informatisées. Tout simplement en raison du fameux double qui leur a été remis à la livraison du programme. Alors, il faut chercher ailleurs les raisons de cette action.

En fin de matinée, hier, le groupe Action directe a revendiqué l'opération : « Les données dérobées étaient destinées à la défense nationale et au SDECE. Ce que nous avons découvert sera publié dans les jours à venir », assure son communiqué.

Comme dans le cas du fichier de Monoprix de Toulouse, dérobé et remis à la presse quarante-huit heures après, comme encore dans l'affaire du dossier de police sur l'ilotage, volé dans un commissariat de Toulouse-Mirail et également livré aux organes d'information. Tout cela

procède de la même logique. Mais voilà, chez Philips, on assure que le seul vol commis porte sur le fichier du personnel employé par la société : « Tout a été visité et fouillé, explique Albert Louys, mais je ne pense pas que la liste de nos ouvriers et cadres intéresse le public. J'affirme que nous n'avons jamais travaillé pour le SDECE. C'est une farce. »

Bien sûr, Albert Louys avoue avoir dans sa clientèle des commandes « parfois spéciales », mais rien à voir avec le contre-espionnage. Cependant, sa société a codé pour l'armée une cassette destinée à la gestion des pièces détachées.

Au mur, une publicité : « Data System Arche 320 au service des huissiers de justice. » Albert Louys sourit et quand on lui parle d'une éventuelle bagarre entre concurrents, il avoue : « Qu'on se fasse les poubelles mutuellement, qu'on fouille dedans, je veux bien, c'est de bonne

La Philips Data System de Toulouse représente « six millions de chiffre d'affaires à l'année, vingt personnes employées et uniquement un tra-



Dans les bureaux de la Philips Informatique les ordinateurs saccagés... AP

guerre. Mais qu'on mette le feu à la baraque, non, alors là, soyons sérieux ! »

vail d'élaboration, à l'exclusion de tout traitement, affirme Albert Louys. Hors cela, nous vendons des ordinateurs et nous en assurons la maintenance. En tout cas, rien de stratégique ».

« Ce ne sont pas des voleurs qui ont fait le coup, poursuit Albert Louys, ça je puis vous l'affirmer. J'ai deux caisses de champagne dans mon bureau. Elles sont intactes. Il ne manque pas une calculatrice, pas un seul magnéto, pas une gomme, rien. Non, les types savaient exactement ce qu'ils

faisaient et ce qu'ils voulaient. »

Dans la pièce voisine, on teste les réactions d'un des cerveaux visités. Apparemment, ça marche. Mais à vide. L'amnésie mécanique est totale. Depuis la nuit de dimanche, les Phocal 300 ou les Arche 320 ont tout oublié et se trouvent au stade initial. Il va désormais falloir les reconditionner à la logique des hommes. Quant aux enquêteurs, il ne leur reste plus qu'à consulter et épulcher le fichier et la banque de données de la police. Par ordinateur, bien évidemment. Jean-Paul Dubois

Une sécurité qui n'est pas une garantie absolue

Des solutions à des prix raisonnables existent.

Mais certaines hypothèses de «terrorisme-fiction» ne sont pas à négliger

La sécurité : un souci de plus en plus répandu parmi les utilisateurs d'ordinateurs. Et cela, à deux niveaux : à l'intérieur des systèmes informatiques eux-mêmes, de façon que des programmeurs indéliques ne puissent transformer ou utiliser les programmes à des fins personnelles, et en périphérie. En effet la concentration des moyens informatiques, la transformation des moyens de paiement et l'énorme masse d'informations mise en circulation nécessitent des protections particulières. Pour le président de l'Institut de sécurité informatique, les solutions, à des prix raisonnables, existent. Mais, selon lui, il ne faut pas se leurrer : il y a encore beaucoup à faire. Et dans un cadre de terrorisme-fiction, il n'est pas déraisonnable d'envisager une paralysie brutale et rapide de notre économie.

AL CAPONE et les grands coups de pétard ravageurs, c'est terminé. En cette fin de siècle, le bandit devient intelligent. Il ne prend plus de risques, s'habille en costume trois pièces et porte un attaché-case. Il travaille souvent dans une entreprise tout à fait respectable, à un poste de responsabilité. Et il sait carresser dans le sens du poil les grosses bêtes dociles que sont les ordinateurs, pour qu'ils arrondissent ses fins de mois.

A l'ère de l'informatique, la plus grande escroquerie de tous les temps a été réalisée par les gentils cadres bien pro-

crets d'une grosse compagnie d'assurances de Los Angeles, l'Equity Funding corp. of America, de Los Angeles. Avec la complicité de la direction de l'entreprise, un fichier de 64 000 personnes imaginaires a été créé. Les polices — complètement fictives — étaient réescomptées par d'autres compagnies. Pour faire « vivre » ce fichier, leurs auteurs avaient pris la précaution de l'animer d'un mouvement naturel : retraits, ajouts, changements d'adresses ou de raison sociale. Un code spécialement programmé se rendait réfractaire aux contrôles financiers. Bilan de l'opération : 20 millions de dollars. Un milliard de francs, en toute sérénité.

Autre histoire « amusante », toujours à Los Angeles. Le 25 novembre 1978, Stanley Friedkin, trente-deux ans, consultant indépendant en ordinateurs, est appelé par la Security Pacific National Bank pour une opération

technique sur les ordinateurs de la banque. Il se retrouve dans la salle des transferts par câbles à laquelle n'ont accès que des hauts responsables, seuls détenteurs des codes qui permettent d'opérer les grossissements. On lui accorde une paix royale et comme il connaît déjà deux des trois codes nécessaires, il lui suffit de quelques minutes pour trouver le dernier. Quelques heures plus tard il donne par téléphone un ordre à l'ordinateur et la machine transfère 10,2 millions de dollars sur un de ses comptes à New York.

Stanley Friedkin se fait bêtement attraper quelques jours plus tard en trafiquant des diamants, et le FBI tombe des nues en apprenant la source de financement du trafic.

Ces histoires ne concernent que des fraudes dictées par l'appât du gain et touchant à l'intimité des ordinateurs. Ce qui compte de plus en plus, c'est la protection des informations qui circulent sur les réseaux qui interconnectent les ordinateurs et leurs multitudes de terminaux : des impulsions électroniques circulent de ville à ville sur de simples fils électriques ou de continent à continent par satellites artificiels et les branchements pirates sont d'une déroutante simplicité.

Les fichiers de prospection, les fichiers de clients, les informations sur des technologies ou des produits nouveaux peuvent éveiller l'intérêt des entreprises concurrentes.

Pour assurer la confidentialité de l'information, il ne suffit plus de s'assurer de l'honnêteté des employés de son entreprise, mais envisager des mesures plus larges. Il faut limiter l'accès aux salles de machines au seul personnel habilité et protéger soigneusement bandothèques et stockage de fichiers. On peut également n'autoriser que les travaux strictement planifiés contrôlés par un système automatique d'identification et de mots de passe. On peut enfin « crypter » (coder) certains fichiers qui ne pourront être lus que si on dispose de clefs.

Mais il est évident qu'avant tout, il est vital pour les entreprises d'assurer la continuité de leur service informatique. Pour ce faire, « le B.A. BA, la première des règles de sécurité, c'est d'avoir des duplicata de tout ce qui est vital, explique Joël Moreau, le président de l'Institut de sécurité informatique. Toutes les entreprises avec lesquelles nous travaillons ont des duplicata essentiels placés en lieu sûr. A l'abri d'un vol, d'un sinistre ou d'un sabotage, dans ce que nous appelons un centre de back-up. Et dans les deux heures qui suivent l'incident, les entreprises peuvent faire fonctionner leurs applications vitales et assurer la distribution, les approvisionnements, la trésorerie, la facturation, etc. »

De plus les entreprises dont les ordinateurs sont volontairement ou accidentellement

endommagés peuvent se retourner vers des ordinateurs de secours au cas où les leurs seraient atteints. Elles partagent, quelquefois en GIE (groupement d'intérêt économique) avec d'autres entreprises les ordinateurs équivalents. Et il y a toujours la ressource de faire appel à des « entreprises bureau » qui peuvent mettre dans des délais très brefs — si la transition a été prévue et répétée — un système informatique à disposition.

Mais ces mesures coûtent relativement cher. Pour Joël Moreau, « un système optimal de sécurité revient à 10 % du coût du matériel informatique ou à 3 % du coût général de fonctionnement d'un système informatique dans l'entreprise, si ces mesures sont prises dès le début. Il reste, conclut-il, qu'il faut prendre conscience du risque que présente la centralisation informatique et le paiement automatique. Les responsables des entreprises ont beaucoup à faire pour se mettre totalement à l'abri ». Et dans un scénario de terrorisme-fiction, lui et bon nombre d'informaticiens n'engageront pas un sou dans un pari sur la survie de l'économie française. Selon Joël Moreau, il suffirait de frapper vite et fort quelques points névralgiques informatiques pour paralyser le pays, car si la demande sur les ordinateurs de secours était trop forte, on ne pourrait plus y répondre.

Jean-Yves Huchet

L'INFORMATIQUE: ENVAHISSANTE

ET FRAGILE

PROGRAMME

Toulouse, capitale française de l'illégalisme d'avant-garde

Le CLODO revendique le sabotage d'ordinateur

Toulouse (Correspondance)

Je ne m'attendais pas à tant de publicité. Depuis ce matin, les journalistes défilent ». M. Louys est directeur de l'agence « Philips Informatique » de Toulouse. De bout au milieu de la salle des ordinateurs, il essaie de faire l'inventaire des dégâts. Sur le sol, recouvert d'une fine pellicule de poussière noire, des listings de résultats traînent, déchirés et à moitié brûlés.

« En fait, le programmeur qui a découvert le sinistre est arrivé dès le début de l'incendie vers 8 heures moins le quart. Il était déjà trop tard pour sauver le matériel incendié mais l'intervention rapide des pompiers a permis d'éviter que tout le bâtiment ne flambe ». Le matériel incendié, ce sont des bandes magnétiques, cassettes et disques sur lesquels les programmes sont enregistrés lorsque la maison philips vend un ordinateur, elle se charge aussi de fournir le mode d'emploi.

Le CLODO a revendiqué hier soir le sabotage effectué dans les locaux de « Philips Informatique » dont le coût s'élèverait à 2 millions de francs.

Une vingtaine de personnes sont employées ici pour la mise au point des programmes. « Nous ne faisons pas le traitement des données. Nous nous contentons de mettre au point les programmes et de les vendre ensuite aux entreprises qui les utilisent sur leurs propres machines ».

Pour l'instant on ignore si les machines ont été réellement sabotées. On sait seulement qu'elles ont été « ouvertes » sans difficulté puisque les clés étaient sur les serrures. « Il faudra de toute façon changer toutes les têtes de lecture et d'enregistrement. La poussière est l'ennemi principal des ordinateurs. Lorsqu'il y a une rayure sur un disque 33 tours, il craque. Sur un disque de données, tout est à refaire ». Voilà comment M. Louys en est arrivé à avancer le chiffre de 2 millions de francs qui n'est

qu'une première approximation.

Il reste à répondre aux questions : qui et pourquoi? Déjà, l'Agence France Presse a pu apporter mardi matin une partie de la réponse en publiant un communiqué de revendications qu'un inconnu lui a fait parvenir par téléphone au nom de l'Organisation Action Directe. Dans ce communiqué, les présumés auteurs de l'attentat expliquent qu'il s'agit d'une action de représailles qui, comme le plasticage d'un commissariat toulousain le 30 mars, constitue une réponse au coup de filet opéré par la police les 27 et 28 mars derniers. Une trentaine de personnes avaient été interpellées à Paris, 19 d'entre elles déferées à la Cour de Sécurité de l'Etat.

Pour M. Louys, qui ne fait pas de politique, « une seule chose est certaine, même si le Groupe Action

Directe n'est pas l'auteur de l'attentat, il ne peut s'agir d'une action au bénéfice d'un concurrent. Entre rivaux, on se fouille les poches mais on n'en est pas à se mettre le feu à la baraque ».

Chez les policiers, on prend le communiqué au sérieux sans exclure pourtant la possibilité d'une récupération pure et simple par l'Organisation Action Directe. Par contre, lorsque OAD affirme que « les données d'ordinateurs dérobées étaient destinées aux forces de défense nationale et au SDECE » et que ce qui a été découvert « sera divulgué prochainement et publiquement dans les jours qui vont suivre », ni M. Louys ni les policiers ne prennent la menace au sérieux. Le directeur de Philips est formel : « Il est exact que nous travaillons pour l'armée, mais nous nous contentons de mettre au point des programmes de gestion de l'approvisionnement ou des stocks de pièces détachées. Quant au SDECE, il est évident que nous n'avons rien à voir avec lui ».

Cette affaire n'est pas sans rappeler d'autres actions menées à Toulouse par des groupes d'extrême-gauche. Le 16 novembre dernier le groupe POLICE avait publié des documents dérobés un an plus tôt dans un commissariat périphérique. Ils mettaient en évidence le travail de fichage effectué par les ilotiers. Plus récemment, le 17 février dernier, le groupe PRINTAFIX diffusait des photocopies du « fichier des voleurs » qui avait été lui-même volé 15 jours auparavant dans un supermarché. On peut aussi faire référence à d'autres actions spectaculaires telles que le sacage d'une agence d'intérim par une dizaine de jeunes gens armés de haches, une opération revendiquée par le « Parti du Refus du Travail » ou encore le colmatage, en une nuit, des serrures de tous les bureaux de travail temporaire et agences pour l'emploi de la ville rose au moyen de soudure à froid.

Dans l'affaire Philips, le doute subsiste, l'hypothèse d'une motivation non politique n'est pas encore exclue par la police. Et M. Louys de conclure : « Je ne sais pas qui c'est, mais de toute façon, ce ne sont pas des voleurs, j'en suis certain. Il y avait dans mon bureau 2 cuisses de Champagne, ils n'y ont pas touché ».

Enfin dans la soirée, un communiqué transmis à Libération, éclaircissait tous ces mystères. L'action n'était pas le fait « d'Action Directe », mais d'un groupe qui pour l'occasion, avait pris le nom de « Comité liquidant ou détournant les ordinateurs » (CLODO), un comité qui ne voulait pas faire de bruit et qui, face à la fausse revendication d'Action Directe, était contraint de sortir de son silence pour expliquer ses raisons (lire le texte intégral du communiqué, en page 20).

Michel LEPINAY



Les toilettes de l'entreprise Philips à Toulouse, où a été érigé le premier bûcher de l'informatique (Photo AFP).

L'avenir plein de promesses du sabotage informatique

A mesure que l'informatique se répand dans l'ensemble du tissu social, les ordinateurs sont de plus en plus souvent la cible de sabotages. Une première forme, extrêmement efficace, de tels sabotages, est l'arrêt de travail pur et simple des quelques personnes qui font marcher l'ordinateur.

Les grèves de pupitreurs, voire pour les très grandes entreprises, des employés de groupes électrogènes ou de climatisation, peuvent paralyser entièrement une entreprise en quelques minutes. Les grandes banques, en particulier, sont très vulnérables à ce type d'actions à cause de la centralisation très poussée de leur organisation informatique. Et les menaces de grève constituent l'argument principal des tenants de la décentralisation.

Une deuxième forme est le sabotage de l'intérieur. On cite quelques exemples particulièrement amusants : un programmeur avait écrit un programme qui marchait parfaitement à condition que son nom figure effectivement sur la liste des employés. Tout de suite, après sa démission, son programme a commencé à cracher des résultats complètement débiles. Un autre, particulièrement astucieux, a rendu inutilisables les fichiers d'inventaire de SHAPE (organisation de l'armée américaine en Europe), grâce à une erreur volontaire de programmation. Dans ce domaine, les réussites les plus

Finis les terroristes en cagoules, armés de mitraillettes. A l'heure de la télématique, le sabotage a lieu désormais par téléphone. Saboter un ordina-

teur est chose inconnue, car un saboteur vraiment malin s'arrange pour que l'erreur paraisse complètement involontaire ou incompréhensible.

Viennent ensuite les actions violentes contre l'ordinateur. Une bombe, placée à un endroit stratégique, peut causer des dommages considérables. Citons, en France, le sabotage d'une salle de terminaux de la société. FRAMATOME, lié à la lutte antinucléaire. Plus récemment, le centre de réservation d'Air-France a été la victime d'une telle action.

Avec les saboteurs de Toulouse, on entre dans la phase suivante. Bien sûr, pour réaliser ce type de sabotage, il faut bien connaître l'organisation interne de la société visée mais pas forcément, malgré ce que répètent après l'AFP, les journalistes de la télévision, être un spécialiste en informatique.

Pour ce qui est de la technique, il suffit de savoir que l'informatique est une activité bicéphale. Outre la machine elle-même, le matériel, il faut avoir les programmes du logiciel (traduction normalisée de l'anglais hardware et software). Le travail des programmeurs des perforatrices et des analystes consiste justement à rédiger, perforet et mettre au point de tels programmes.

L'astuce consiste donc à attaquer non pas la machine mais les supports des programmes. Le support le plus couramment utilisé reste la carte perforée, et lorsque la version du programme écrit est bonne, on passe sur support magnétique : bandes ou disques magnétiques. Pour les cartes : la destruction de quelques cartes prises au hasard dans des paquets suffit généralement à rendre le programme inutilisable. Les supports magnétiques sont très très fragiles : une trace de doigt sur un disque, une cendre de cigarette sur une bande, et la précieuse information est irrécupérable, illisible.

Un centre de calcul c'est une machine, mais c'est également un lieu de stockage de tels supports, bandes et disques. Et, bien souvent, le prix des informations sur les supports est supérieur au prix de l'ordinateur. Certaines sociétés reposent entièrement sur quelques disques ou quelques bandes. D'où l'apparition dans certaines banques de très grosses armoires, genre coffre-fort ignifuge, qui contiennent les copies de fichiers et les programmes indispensables pour l'entreprise.

Mais le support magnétique a d'autres ennemis. Un étudiant de Berkeley et

un policier américain, dans les années soixante, ont fait une découverte intéressante : le gaz des grenades lacrymogènes est vraiment très, très corrosif pour les surfaces magnétiques. Plus simple, un démagnétiseur ou un gros aimant négligemment passé sur une bande ou un disque les rend illisibles quoique parfaite-

ment réutilisables. Autant dire que les chefs d'exploitation en période de tension sociale, n'en mènent pas très large.

La dernière forme de sabotage, à l'heure de la télématique, sera vraiment l'affaire de spécialistes. Avec la multiplication des « centres-serveurs », il est possible d'interroger de

chez soi, par téléphone, un nombre de plus en plus grand de centres informatiques. A condition de déjouer des systèmes de sécurité, certes très complexes, mais tout à une limite. Tranquillement installé au chaud, les pieds dans ses pantoufles devant son terminal individuel, le saboteur accède à des fichiers normalement confidentiels et éventuellement les détruira.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce n'est pas de la science-fiction. Il y a quelques années de cela, un lycéen anglais de 14 ans, qui s'amusait avec le terminal de son école, a déjoué les systèmes de sécurité de l'ordinateur central connecté à son lycée et a pu ainsi accéder à des données confidentielles stockées dans le même ordinateur. Connaissant d'autres codes, il aurait pu tout aussi bien s'amuser à rajouter des données farfelues. A partir du moment où l'on connaît les caractéristiques des fichiers (noms de code, types d'organisations, etc...) rien (ou presque) n'empêche d'écrire un programme qui modifiera ou effacera le fichier. Forme suprême de sabotage. Le coup est imparable. Muni d'un code adéquat et d'un terminal portable (1) le saboteur peut même opérer d'une cabine téléphonique.

QUATRE ETOILES Casse d'un palace de Cannes: 12 millions de butin

Le « Cannes Palace », un hôtel quatre étoiles, proche de la Croisette, a reçu la visite de casseurs, hier matin. Un casse particulièrement soigné, aucune trace, aucun outil n'ayant été laissé sur place, et qui a rapporté à ses auteurs 12 millions de francs lourds. Selon l'un des directeurs du palace, « un malfaiteur s'est laissé enfermer dans l'hôtel », puis a fait entrer ses complices. Personne, en tout cas, n'a rien vu ni entendu.

L'importance de la som-

me dérobée tient à ce que plusieurs dizaines de familles de confession israélite, venues de toute l'Europe, se donnent rendez-vous pour fêter la pâque juive, chaque année, depuis quatre ans. La majeure partie de cet énorme butin est constitué de bijoux.

Pour les enquêteurs, la tâche risque d'être malaisée. Il semble en effet que ce casse soit un modèle du genre. Contrairement à celui de la « Société Générale » de Nice, ses auteurs ont pris soin de ne laisser derrière eux aucune trace.

X 2000

(1) Pour les amateurs, les terminaux portatifs sont fabriqués par Texas Instruments (référence TI 763) et se présentent sous forme de machine à écrire ; ils coûtent environ 10.000 F.

Libé 9/11/80

CLASSE

Un « groupe de révoltés comme il en existe des centaines »

Le «Clodo» revendique «l'attentat» de Toulouse

AUTHENTIFICATION :

Demander à Albert Louys, directeur de l'agence Philips Data Systems de Toulouse, de vous expliquer :

— la présence d'une cartouche (et d'un catalogue Rolls Royce !) dans les tiroirs gauches de son bureau.

— la nature du dossier « affaire Rodeau » (ou affaire Rodeau-Borel), dossier à couverture orange.

POURQUOI CE COMMUNIQUÉ ?

Nous ne voyons pas l'intérêt des communiqués lorsque des actes parlent d'eux-mêmes. Malheureusement, certains ont eu la légèreté de revendiquer une opération dont ils ne sont pas les auteurs.

Nous soutenons l'OAD, tout comme ceux qui pratiquent l'action directe contre la domination, mais le communiqué précédemment envoyé à l'AFP est un faux. Nous n'avons pas emporté de dossiers, il n'y aura donc pas de publications ou de « révélations ».

POURQUOI CE SABOTAGE ?

Comme on s'en sera douté, nous sommes des travailleurs de l'informatique, bien placés par conséquent pour connaître les dangers actuels et futurs de l'informatique et de la télématique. L'ordinateur est l'outil préféré des dominants. Il sert à exploiter, à fichier, à contrôler, à réprimer. Demain, la télématique instaurera « 1984 », après-demain l'homme programmé, l'homme-machine...

C'est contre cela que nous luttons et lutterons. Ce sabotage est seulement plus spectaculaire que d'autres perpétrés journellement par nous ou par d'autres.

QUI SOMMES-NOUS ?

Il ne s'agit pas de faciliter la tâche des flics, mais de préciser des évidences :

— nous ne sommes ni le bras armé du prolétariat, ni des militants purs et durs, encore moins le noyau d'une organisation à vocation hégémonique.

— nous ne sommes ni cubains ni libyens, ni martiens.

— Presque insoupçonnables en tout cas insoupçonnés, nous assistons ni aux AG ni aux meetings. Nous ne cherchons pas à recruter. Nous savons que nous ne sommes pas seuls.

— Dans une société de plus en plus invivable, nous sommes un groupe de révoltés comme il en existe des centaines.

— Nous ne voulons pas nous enfermer dans le ghetto des programmes et des plates-formes organisationnelles. Lutter contre toutes les dominations est notre seul objectif.

Et puisqu'il faut signer : Comité Liquidant Ou Détournant

Les Ordinateurs. (C.L.O.D.O.)

(Communiqué reçu mardi soir 20 heures à Libération)

(Ca fait plaisir de taper des choses comme ça, de temps en temps, ndlc)

(Lire nos articles page 9)

Le Meilleur.

**Des ordinateurs détruits
par le feu à Toulouse**
**Un sabotage
trop «intelligent»
pour être l'œuvre
de vandales**

Nouveau sabotage d'ordinateurs à Toulouse

Le Matin
10/04/80

Cette fois, c'est la CII-Honeywell-Bull qui était visée. L'Organisation action directe a revendiqué ce deuxième attentat

Au suivant. Après Philips Data System, dimanche à Toulouse (voir *Le Matin* des 8 et 9 avril), c'est hier la CII-Honeywell-Bull, toujours à Toulouse, qui a reçu la visite des « plombiers de l'informatique ». Là encore des dégâts considérables, impossibles à chiffrer pour l'instant et toujours une razzia sur les dossiers. Souci de discrétion cependant, la porte électrique de l'immeuble n'a même pas été fracturée. Devant cette épuration des mémoires électroniques par les flammes, les professionnels de l'informatique ont décidé de faire appel à des sociétés de surveillance et d'augmenter les mesures de sécurité. Les deux affaires ont été revendiquées par l'Organisation action directe avec force détails. Le CLODO (Comité liquidant ou détournant les ordinateurs) s'est pour sa part attribué la paternité de la destruction de la Data System. Pour mettre fin à cette guerre des communiqués, Action directe a affirmé qu'elle ferait parvenir au *Matin*, et ce dans les soixante-douze heures à venir, les documents dérobés chez Philips Informatique.

De notre correspondant à Toulouse

L'AUTODAFE des ordinateurs est commencé. Presque un synopsis de science-fiction. Une remise au pas de la machine. Après le sabotage de Philips Data System, ce fut la nuit dernière le tour de la CII-Honeywell-Bull. Là encore, le feu. Un énorme braséro qui a tout détruit. Dans le centre de démonstration du « petit système », il ne reste plus rien. Par contre, au sol, on marche sur trente centimètres de plastique et de papiers calcinés. Le plafond est ouvert, les canalisations rejettent un jus noirâtre et les moquettes baignent dans un bouillon de plastique. Apocalypse Now.

Au fond, la carcasse défigurée du 61 DPS. Le petit de la famille, l'ordinateur de service. 400 000 F partis en fumée avec, comme chez Philips, des kilomètres de pro-

grammes, de disques souples et la moitié du total des dossiers commerciaux. Ici, le sabotage technique a laissé la place à la politique de la terre brûlée mais pour être plus spectaculaire cet attentat aura moins de répercussion que celui de la Data System.

Jean de Larboust, directeur de l'agence CII, en explique les raisons : « D'abord, à l'inverse de nos confrères, nous n'établissons pas de programme pour nos clients, du moins à une telle échelle. Notre fonction, qui exclut la prestation de services, se résume à une activité commerciale, c'est-à-dire la vente pure. »

C'est vrai, mais que représentent alors toutes ces données imprimées sur micro-cassettes ou disques souples ? Sur ce point Jean de Larboust préfère attendre quelques

jours avant de répondre. Tout le local a été visité, les armoires vidées de leur contenu. Des centaines et des centaines de kilos de papier. Des dossiers commerciaux ont-ils disparu ? Là encore, la société s'expliquera en fin de semaine, après inventaire.

Chiffre d'affaires de la succursale ? Impossible de savoir. Principaux clients ? La préfecture de Toulouse mais aussi bien des administrations puisqu'il est notoire que la CII-Honeywell-Bull obtient des marchés de l'Etat. L'armée figure parmi les acheteurs alors que Philips a démenti hier « détenir une quelconque information concernant la défense nationale ». Derrière une affiche publicitaire, chez CII-Honeywell-Bull, qui invite « au voyage au pays de l'informatique », Jean de Larboust analyse les mobiles de ses visiteurs : « Ma compagnie n'a pas d'ennemis. Il y a, par contre, chez ces gens un désir de nuire qui peut paraître choquant. Je crois qu'il recommenceront. Ce ne sont pas des vandales et ils demeurent sélectifs dans leurs choix. Je souhaite qu'on les arrête au plus tôt. »

Mais, pour l'instant, les enquêteurs sont loin du compte. D'abord, et bien que la Cour de sûreté de l'Etat ait été saisie du dossier, ils ne savent plus très bien à qui attribuer ces actions. C'est l'Organisation action directe qui s'est manifestée la première pour revendiquer le sabotage de Philips. Mais mardi en fin de soirée le CLODO (Comité li-

quidant ou détournant les ordinateurs) a surenchéri en faisant parvenir un communiqué au journal *Libération* :

« Nous sommes des travailleurs de l'informatique bien placés pour connaître les dangers futurs et actuels de la télématique et voulons lutter contre toutes les dominations. »

Pour authentifier ses propos le CLODO fournissait même quelques précisions : « Dans le tiroir de gauche du bureau du directeur se trouve un catalogue Rolls-Royce, une cartouche et le dossier Rodeau Borel. » Mais, chez Philips, M. Louys est bien ennuyé. Certes, il sait bien des choses, sans doute même la vérité, mais il n'a plus le droit de dire quoi que ce soit : « Je suis navré de faire barrage à l'information mais j'ai reçu des consignes strictes de silence de la part de la police sur ordre de la Cour de sûreté de l'Etat. »

Hier après-midi, c'est Action directe qui s'est manifestée : « Nous affirmons notre participation réelle dans l'action contre le centre Philips Data System de Toulouse. Nous avons authentifié notre geste par l'inscription en lettres minuscules du sigle OAD sur le sol de la salle des ordinateurs. Pour l'attente de la CII, que nous revendiquons également, nous avons utilisé un cocktail Molotov composé d'acide sulfurique, d'une pastille de chlorate, le tout placé avec de l'essence dans une bouteille de bière de marque Kronenbourg. Quant aux documents qui ont été récupérés chez Philips et à la

CII, ils seront communiqués au journal *Le Matin* dans les prochaines soixante-douze heures. »

Mais qu'il s'agisse du CLODO, qui avoue lui-même dans son tract être très proche de l'OAD, ou du groupe Action directe, la logique et les moti-



Après Philips Data System, CII-Honeywell-Bull, toujours à Toulouse

vations de comportement sont similaires : enclencher un processus pour combattre avec des armes nouvelles. Le SRPJ de Toulouse semblait hier soir mettre en doute la responsabilité d'Action directe, un policier soulignant qu'il n'avait retrouvé nulle part de fragments de la bouteille de bière mentionnée par le communiqué.

Déjà, il y a quelques semaines, près de Nice, le centre international de réservation d'Air France, situé à Sophia Antipolis, avait été plastiqué. Une sorte d'introduction aux attentats de Toulouse. Au-

jourd'hui, les autres entreprises de la ville, à l'image d'IBM, ont décidé de mettre en batterie des mesures de surveillance et de protection. Chez Philips les saboteurs avaient opéré en quelques minutes. A la CII, en plein centre-ville, dans un immeuble de haut standing, ils se sont tranquillement installés, selon les affirmations du directeur, pendant plus d'une heure pour finir leur travail. Cette assurance et une efficacité indéniable ont installé un climat de psychose chez les marchands de mémoire.

Jean-Paul Dubois

De nouvelles formes d'action

Depuis deux ans, Toulouse est le banc d'essai des sabotages inédits

Depuis quelques années, Toulouse semble être devenue le lieu privilégié de la contestation radicale. Si l'on y trouve des « terroristes » qui n'hésitent pas à manier le plastique, on trouve aussi des intellectuels en marge qui n'hésitent pas à trouver des formes d'action nouvelles, d'inspiration situationniste.

FIN février 1977, en pleine campagne électorale, à coups de faux tracts, de fausses lettres, de conférences de presse bidon, un long canular remarquablement ficelé brouille le jeu politique traditionnel. Pierre Baudis, le maire républicain indépendant en place et le candidat PS Alain Savary en font les frais. Une de ces fausses lettres, signées Savary, parfaitement crédible — elle piège l'ensemble de la presse locale — annonce que François Mitterrand va bientôt rencontrer Idi Amin Dada. Les démentis indignés fusent, et il faudra un certain temps pour que les auteurs de cette farce aux relents situationnistes se manifestent, en la revendiquant au nom de « l'Internationale pessimiste ».

En 1978, une série de plastiqués endommage quelques agences de travail temporaire. Les attentats sont quelquefois revendiqués par les « fainéants enragés » ou « les enragés de la paresse ». Ces « enragés », fin décembre 1978, à une dizaine, le visage dissimulé par des cagoules, attaquent l'agence de la Banque à Toulouse, qu'ils débilitent consciencieusement à la hache, peignant sur la devanture ce slogan : « Le temps perdu ne se rattrape jamais. » Dans le courant du mois d'avril, particulièrement agité dans la ville rose, pas moins de quinze attentats à l'explo-

sif. En mars 1979, « les nouveaux chômeurs » et les « chômeurs à la sangria » organisent une fête à l'ANPE, qu'ils occupent en demandant « l'abolition du salariat, jusqu'à ce qu'un bar-

licien et un billard soient installés dans les locaux ». Au cours du printemps, une vaste opération « portes fermées », non signée cette fois-ci, touche trente-cinq organismes qui mettent en rapport employeurs et salariés : ANPE, ASSEDEC ou agences d'interim, dont les accès sont condamnés pendant la nuit. Et puis, le 13 novembre 1979, un phénomène rare se produit au poste de police du Mirail. Une mise à sac parfaitement organisée permet alors à ses auteurs de publier un rapport intitulé « Mais que fait donc la police ? », contenant des informations sur le travail de fichage des filotiers. Un document signé POLICE, Parti Ouvrier Libertaire Internationaliste Communiste Estudiantin, et dédié au président de la République, qui dort, le soir de sa publication, à la préfecture de Toulouse.

Le 2 février dernier, le groupe PRINTAFIX (Pour Récupérer Intégralement Notre TVA à la Face des Ignobles Exploiteurs) investit le magasin du même nom, et publie plus tard l'étonnant fichier constitué par les surveillants sur la vie privée des clients « indéléçats ».

Le Matin
10/04/80

LES NOUVEAUX

Des saboteurs en blouse blanche

Le Meilleur sur titres. Avril 1980.

UN TOURNEVIS

TERRORISTES

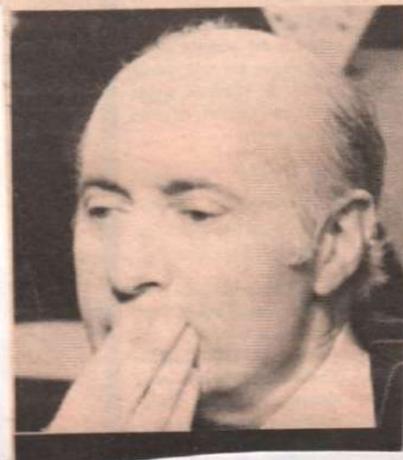
POUR FAIRE LA RÉVOLUTION

LA SOCIÉTÉ SUR ORDINATEUR PRISE À SON PROPRE PIÈGE

Les saboteurs ont remplacé les tueurs



L'invasion de l'informatique semblait inéluctable. Seuls quelques hommes politiques comme Michel Poniatowski et Henri Caillavet se préoccupaient des empiètements sur la vie privée. « Il faut protéger les citoyens de l'informatique et l'informatique de certains citoyens », nous a déclaré l'ancien ministre de l'intérieur.



LES HOMMES POLITIQUES INQUIETS

LES saboteurs en col blanc ont remplacé les plastiqueurs. Les techniciens d'aujourd'hui sont les James Bond d'hier. La destruction des installations de Philips Data System et de CII-Honeywell-Bull à Toulouse préfigure ce que sera le terroriste de demain...

Non, ce n'est pas le récit palpitant d'un roman de science-fiction que l'on pouvait lire à la une de tous les quotidiens ces derniers jours. Le sabotage minutieux des installations des deux sociétés d'informatique à Toulouse effectué, de l'avis même des enquêteurs, par de véritables professionnels, annonce incontestablement la naissance d'une nouvelle forme de terrorisme.

Finies les balles dum dum, les silencieux aux bout des canons, ces bombes qui font beaucoup de bruit et de dégâts, les attentats, les prises d'otages qui font comme en Israël d'innocentes victimes ; un tournevis, un aimant, un simple trombone, quelques notions d'électronique et d'informatique suffisent désormais aux nouveaux terroristes pour effacer la mémoire de l'ordinateur. Rien ne les empêche de paralyser en un tour de main l'économie d'un pays.

En effet, imaginez demain une solide organisation qui déciderait de s'attaquer simultanément aux centres stratégiques de notre pays, fichier du fisc, de la justice, des banques, etc. et toute l'économie

de la nation se verrait soudain plongée dans une pagaille monstre qui pourrait très bien lui être fatale. Pas d'effusions de sang, pas de bandes nombreuses, seulement une poignée de techniciens déterminés ou intelligemment manipulés. La crise de l'emploi qui commence à toucher les spécialistes de l'informatique pourrait donner des idées à quelques-uns... La révolution de demain serait-elle au bout d'un tournevis ?

Ce qui s'est passé pendant le week-end de Pâques à Toulouse prouve bien qu'en quelques heures et sans difficulté, on peut anéantir plus de cinq ans de travail et causer un préjudice financier estimé à deux cents millions de centimes.

Pour l'instant, deux organisations ont revendiqué ces attentats, le CLODO (« Comité liquidant ou détournant les ordinateurs ») et Action directe. Si les travaux traités par Philips concernaient la Défense nationale et les services de contre-espionnage (SDECE), on a le droit de se poser des questions, par exemple quel usage sera fait de ces précieux documents s'ils n'ont pas tous été détruits ?

L'informatique — parce que très perfectionnée — a également ses faiblesses. La sophistication des matériels les rend tout particulièrement vulnérables. Albert Louys, le directeur de l'établissement toulousain de Philips, en a pleinement conscience. Persuadé que ce sabotage est l'œuvre de personnes parfaitement au courant des techniques de l'informatique, il a déclaré : « Les informations sont tellement miniaturisées qu'une simple pousière peut rayer la bande matricielle et annihiler sur un espace très petit des données capitales... »

Bien sûr, il est évident que des

mesures de sécurité sont prises pour éviter ce genre d'incidents. Les fichiers sont généralement réalisés en double, un que l'on utilise, l'autre qui est mis en sécurité dans le coffre d'une banque ou dans un local ignifugé. Joël Moreau, le président de l'Institut de sécurité informatique, explique : « Le B.A. BA, la première des règles de sécurité, c'est d'avoir des duplicata de tout ce qui est vital. Toutes les entreprises avec lesquelles nous travaillons ont des duplicata des programmes de fichiers essentiels placés en lieu sûr à l'abri d'un vol, d'un sinistre ou d'un sabotage, dans ce que nous appelons un centre back-up. Et dans les deux heures qui suivent l'incident, les entreprises peuvent faire fonctionner leurs applications vitales et assurer la distribution, les approvisionnements, la trésorerie, la facturation, etc. »

Toutefois, ces précautions ne sont pas gratuites. Elles sont même très coûteuses. Aussi, nombreuses sont les entreprises qui négligent ce genre de mesures qui ne sont pas liées à la production. Ainsi Joël Moreau commente : « Un système optimal de sécurité revient à dix pour cent du coût du matériel informatique ou à trois pour cent du coût général de fonctionnement d'un système informatique dans l'entreprise, si ces mesures sont prises dès le début. Il reste qu'il faut prendre conscience du risque que représente la centralisation informatique et le paiement automatique. Les responsables des entreprises ont beaucoup à faire pour se mettre totalement à l'abri. »

Comme vous pouvez le constater, il est particulièrement difficile de se protéger efficacement contre toute atteinte. Et même si on peut sauvegarder les doubles, il n'est pas certain que les ordinateurs de secours prévus à cet effet, puissent répondre à la demande.

Joël Moreau est plutôt pessimiste quant à cette deuxième hypothèse : « Il suffirait de frapper vite et fort quelques points névralgiques informatiques pour paralyser le pays, car, si la demande sur les ordinateurs de secours était trop forte, on ne pourrait plus y répondre. »

Notre société, prise à son propre piège, n'a pas fini d'en « baver »... Les déclarations faites par les saboteurs de Toulouse sont loin d'être dépourvues d'intérêt : « Nous sommes des travailleurs de l'informatique, bien placés par conséquent pour connaître les dangers actuels et futurs de l'informatique et de la télématique. L'ordinateur est l'outil préféré des dominants. Il sert à exploiter, à fichier, à contrôler, à réprimer... »

Un jeune informaticien d'une grande société parisienne, qui n'a rien d'un extrémiste, nous déclare : « Nous sommes peut-être allés trop loin, trop rapidement. L'informatique présente incontestablement un certain nombre de dangers et n'est pas invulnérable. Il suffit de décaler la tête de lecture des disques magnétiques d'une piste pour semer la panique dans un central d'informatique. Un véritable jeu d'enfant. »

Ces attentats inquiètent les hommes politiques qui, comme Michel Poniatowski, s'intéressent à la prospective. Voici ce que nous a déclaré le sénateur Henri Caillavet qui appartient à la commission Informatique et Libertés : « Nous sommes préoccupés depuis longtemps du possible détournement des fichiers. Notre commission n'est pas compétente pour aborder ce problème sur le plan juridique.

Mais, plus que jamais, il apparaît nécessaire de favoriser le travail et l'activité de la commission qui garantit précisément les libertés individuelles qui ne sauraient être détachées des libertés publiques... »

Il a conclu par cette mise en garde : « La concentration des fichiers aboutit à un extrême danger, mais la diffusion des fichiers et leur multiplication aboutissent à un autre danger. Nous vivons une époque dangereuse... »

Les avocats, les juristes se penchent déjà sur les sanctions qui pourraient dissuader les nouveaux terroristes de mettre leur plan diabolique à exécution. Pour l'instant, la jurisprudence est encore très restreinte en ce domaine. Nous avons posé la question à M^r Lombard sur les risques encourus par les nouveaux terroristes. Il nous a répondu : « A mon sens, la destruction volontaire d'actes originaux d'autorité publique ou d'effets de commerce est punie de cinq à dix ans de réclusion et la destruction de documents privés de deux à cinq ans. » Ce genre de

délit paraît donc moins sévèrement puni que la destruction ou la tentative de destruction par explosifs d'un immeuble habité.

En mai 1968, on distribuait des tracts qui expliquaient comment fabriquer des cocktails Molotov, en verrons-nous d'autres indiquant la marche à suivre pour détruire un ordinateur ?

De tels attentats ne déplaisent pas forcément à l'opinion publique qui, comme à Guignol, applaudit dès que le « méchant » reçoit des coups ! Ces opérations pourraient devenir populaires puisque le sang ne coule pas... Les princes qui nous gouvernent feraient bien d'y réfléchir...
Francis MARIE

Avril 80 Le Meilleur.

La dépêche 11/04/80

« Psychose » dans l'informatique
Fausses alertes à la bombe
Surveillance renforcée...

Les ordinateurs en garde à vue

Discrétion et surveillance : voilà deux consignes qui viennent d'être programmées à Toulouse. En effet, les sabotages contre les sociétés d'informatique « Philips » et « C.I.I.-Honeywell-Bull » nourrissent désormais une « psychose » dans la profession, alors que les enquêteurs du service régional de police judiciaire (S.r.p.j.) gardent un silence à toute épreuve : « Rien de nouveau », se contentent-ils de répondre.

C'est qu'il n'est guère facile pour eux de cerner tous les contours de cette contestation d'un nouveau genre qui, au terrorisme politique classique, préfère l'utilisation du spectaculaire.



Les libertés individuelles sont-elles menacées par les disques magnétiques, les cassettes et les fiches ? C'est ce que croient certains. — (Photo « La Dépêche », op. Jef.)

« Allo ? « La Dépêche » ? Il y aurait eu un nouvel attentat chez I.b.m.... ».

Hier après-midi, deux appels téléphoniques inquiets. On se renseigne. Il n'y a pas eu le moindre attentat chez I.b.m.

Pourtant, effectivement, dans la journée, les policiers se sont rendus au siège toulousain de la société, place Occitane, pour tout fouiller : c'était une première alerte à la bombe. Dans la soirée, cette effervescence reprenait : une nouvelle alerte menait policiers, pompiers et artificiers dans les sous-sol du parking de la place Occitane, juste au-dessous de l'agence I.b.m., où travaillent une cinquantaine de personnes...

L'inquiétude est réelle. De nombreux employés des diverses agences toulousaines des sociétés d'informatique expriment ouvertement leurs craintes : « On ne rigole plus », reconnaît l'un d'eux. Et on a sérieusement renforcé les patrouilles de surveillance aux alentours des centres : à Toulouse, l'ordinateur a été placé en garde à vue. Mieux vaut prévenir, pensent les policiers.

Leur enquête en est restée aux traditionnelles constatations d'usage. La cour de sûreté de l'Etat qui s'est emparée du dossier a imposé un silence de fer. Les policiers ne disent rien, tout comme les responsables régionaux de « Philips-Informatique » et de « C.I.I. Honeywell-Bull ». Le directeur de cette dernière société, saccagée mercredi, hésite toujours dans l'estimation des dégâts. Un million et demi de francs, dit-on. Mais le chiffre n'a rien d'officiel.

La nouvelle contestation

Dans cette fumée opaque, la seule certitude, c'est la motivation des attentats eux-mêmes. Elle apparaît de plus en plus claire : davantage qu'un simple vol de documents, il s'agit d'une contestation musclée du développement de l'informatique.

A cet égard, comme nous l'écrivions hier, la piste la plus crédible reste celle de ce fameux « Comité liquidant ou détournant des ordinateurs » (C.I.O.d.o.).

Un sigle volontairement dérisoire, une volonté d'utiliser le spectacle en dénonçant les points sensibles de notre société, les éventuelles limites de sa liberté et le mélange bien pesé d'humour et de violence : ces caractéristiques ne trompent pas. La « nouvelle contestation » a abandonné délibérément les chemins de la politique, de l'idéologie et des programmes. Elle s'inscrit dans une revendication « socio-culturelle » qui dénonce, au coup par coup, diverses facettes du quotidien : les élections, le travail, les agences d'intérim, les sociétés de surveillance et, aujourd'hui, l'informatique et la télématique.

Une telle démarche ne se rattache pas à une protestation construite et globale. Elle prend pour cible certaines « valeurs » ou certains « mythes » qu'elle souhaite ridiculiser, se joue de l'événement en même temps qu'elle le crée. Et, pour alerter l'opinion publique, elle rejette l'attentat meurtrier, préférant entretenir un « climat empoisonnant ». Avec le « C.I.O.d.o. », ou n'importe quelle autre ligue du même genre, on est apparemment bien loin des « brigades rouges » italiennes...

J.-Claude SOULERY.

« Big brother is watching you »... « Grand frère te regarde »... Le slogan est au coin de toutes les rues. Partout d'immenses télécrans contrôlent les citoyens. Le parti unique s'accapare la vérité, corrige le passé, programme l'avenir et surveille ses sujets jusque dans leurs moindres pensées. Voilà l'enter imaginé d'une société où l'informatique reste l'arme essentielle du pouvoir. C'est l'univers totalitaire que décrit Georges Orwell dans son roman-fiction « 1984 ».

Pour la France de 1980 qui, peu à peu, s'équipe en cassettes, fiches, bandes magnétiques et ordinateurs, le danger est-il réel de glisser, sans qu'on y prenne garde, vers cette dictature de l'informatique ?

Les techniciens d'I.b.m. ou d'Honeywell-Bull sont volontiers à l'évocation d'un éventuel paysage peuplé d'hommes-robots, jouets sans ressources, livrés au premier pouvoir venu. Pour eux, l'ordinateur reste au service de l'homme, de sa gestion économique et, en définitive, le libère d'innombrables tâches.

Mais il y a un groupe qui croit dur comme fer au danger de l'informatique. Et, pour alerter l'opinion, le voilà qui vient d'entamer un étrange circuit. On visite diverses agences de société d'informatique, on sabote les ordinateurs, on brûle les documents. C'est à Toulouse qu'a commencé, depuis quelque temps, cette « course d'avant-garde ».

Décor ravagés...

Hier matin, vers 3 h 15, un incendie ravageait le hall d'entrée des locaux de « C.I.I.-Honeywell-Bull », rue Honoré-Sarres. Des documents et des disques magnétiques avaient été entassés au beau milieu de la pièce et se consumaient rapidement. A côté, un petit ordinateur de type « 61 DPS », commercialisé aux alentours de 400 000 F., brûlait lui aussi. Dans les toilettes, d'autres documents flambaient.

Après que les pompiers aient maîtrisé l'incendie, il ne restait, à ce deuxième étage de l'immeuble, qu'un décor ravagé : vitres éclatées, moquette en cendres et canalisations qui gouttaient doucement. Difficile de dresser le bilan exact des dégâts.

Le sabotage, c'est évident, ressemble bien à celui perpétré dans la nuit de samedi à dimanche chez « Philips-Informatique ». Là aussi, documents et cassettes avaient été brûlés, des ordinateurs avaient été mis hors service.

Une nouvelle fois l'attentat d'hier semble avoir été réalisé par des personnes particulièrement renseignées. Ainsi, la porte d'entrée, au rez-de-chaussée, est d'ordinaire fermée, ne s'ouvrant que grâce à un traditionnel système d'interphone. Pas facile d'y pénétrer sans effraction. Une enquête plus poussée permettra seule de reconstituer l'itinéraire des visiteurs.

Des spécialistes

L'agence « C.I.I.-Honeywell-Bull » est un centre où travaille une soixantaine de personnes, réparties dans quinze bureaux. « Notre centre est utilisé par nos clients et ce sabotage n'a d'ailleurs pas de caractère dramatique pour les données », expliquait, hier, Jean de Larboust, son directeur, en nous montrant la carcasse d'un ordinateur, le bras d'une imprimante et les débris d'un écran.

« Certes, il y a des documents qui ont disparu », reconnaît Jean de Larboust. « On a dérobé près de la moitié des dossiers commerciaux. Mais, dans l'ensemble, ça ne doit pas perturber notre activité. Je crois que nos clients seront servis aussitôt que nous aurons rétabli l'électricité et téléphone ».

Comme Albert Louys, le responsable de « Philips-Informatique », Jean de Larboust reste tout de même surpris : « Je ne connais pas d'ennemi. Je ne vois pas ce qui peut paraître choquant dans notre métier. On ne fait pas des bombes thermonucléaires que je sache ! J'ai bien peur qu'il s'agisse de spécialistes... »

La bataille des communiqués

Des spécialistes. Au service régional de police judiciaire (S.r.p.j.), les enquêteurs sont du même avis.

Mais, pour eux, existent désormais deux pistes qui, peut-être, se chevauchent : l'organisation « Action directe » à effectivement revendiqué les deux attentats de Toulouse; mais un groupe intitulé « C.I.O.d.o. » (Comité liquidant ou détournant les ordinateurs) a fait la même démarche auprès du quotidien « Libération ».

Certes, les sigles ont ici moins d'importance que les motifs des sabotages. D'une part, « Action directe » indique que les informations recueillies dans les documents dérobés chez « Philips-Informatique » et à la « C.I.I.-Honeywell-Bull » seront publiées très bientôt. Il faut attendre. D'autant plus que, dans les bureaux du S.r.p.j. toulousain, on hésite à suivre la piste. En effet, pour authentifier son communiqué revendiquant le sabotage d'hier, « Action directe » donne la recette de son engin incendiaire : un cocktail molotov composé d'acide sulfurique et de pastilles de chlorate, le tout placé dans une bouteille de bière « Kronenbourg ». Le groupe ajoute que son action a été signée sur les murs. Or, nul fragment d'une bouteille de bière « Kronenbourg », nulle inscription sur les murs n'ont été retrouvés.

En outre, les précisions d'« Action directe » viennent à être démenties. Car la société Philips, qui affirme ne pas détenir une quelconque information concernant la défense nationale et, comme pour mieux illustrer ses certitudes, ajoute : « Prétendre que des informations puissent être ultérieurement révélées relève de la fantaisie ».

Une cartouchière

Par contre, la seconde piste paraît, actuellement, plus vraisemblable. Le « C.I.O.d.o. », qui mêle l'humour de son sigle au grave débat sur la télématique, a apporté des précisions nettes sur l'attentat contre « Philips ». Dans son communiqué, il indique ainsi avoir découvert une cartouchière et un prospectus de « Rolls Royce » dans les tiroirs gauche du bureau d'Albert Louys. Ce dernier ne confirme pas, mais il est évident que les policiers lui ont demandé un silence total. Et, si le détail était faux, il lui serait bien facile d'en sourire, en le démentant...

Enfin, le communiqué du « C.I.O.d.o. » contient des formules précises qui cadrent bien avec sa lutte ponctuelle contre la télématique. « Nous sommes des travailleurs de l'informatique, bien placés pour connaître les dangers actuels et futurs de l'informatique et la télématique. L'ordinateur est l'outil préféré des déshérités. Il sert à exploiter, à fichier, à contrôler, à réprimer. Dans une société de plus en plus invivable, nous sommes un groupe de révoltés comme il en existe des centaines. »

L'affiche bleue...

Les sabotages d'ordinateurs, les bûchers de documents informatiques qui, ainsi, font de Toulouse le centre d'une contestation nouvelle, s'apparentent même à d'autres actions récentes menées contre le fichage et les techniques de contrôle. On pense notamment à ce groupe qui, le 16 novembre 1979, avait publié des documents, volés un an plus tôt au congrès-séminaire de Toulouse-Mirail, prouvant le travail de renseignements et de fichage réalisé par des robots. On pense également au 17 février dernier où un autre groupe (?) s'était emparé du fichier constitué par deux vigiles du magasin « Printafix » sur lequel figuraient plus de 1.500 noms de clients indiqués avec, en marge, des annotations concernant leur vie privée.

Une « psychose » commence même à naître dans les quinze agences toulousaines des sociétés d'informatique. Ainsi, assure-t-on, le centre d'I.b.m. viendrait de « prendre des dispositions de sécurité ». Et des techniciens de « C.I.I.-Honeywell-Bull », rencontrés hier, sourient à moitié : « Il va falloir accroître la surveillance... » Derrière eux, sur le mur, une affiche publicitaire bleue vante « l'informatique de l'acton ».

Jean-Claude SOULERY.

La Dépêche
10/04/80.

Le Matin

Toulouse : patrouilles renforcées autour des centres informatiques

Les saboteurs qui ont opéré chez Philips et Cii-Honeywell-Bull ne paraissent pas être des clandestins

A la suite des attentats contre Philips Informatique et Cii-Honeywell-Bull, les patrouilles de surveillance ont été renforcées depuis mercredi soir à Toulouse autour des sociétés d'informatique. La société IBM, installée place Occitane, a été victime hier après-midi d'une fausse alerte à la bombe.

Les directeurs des agences touchées par les attentats et les policiers chargés de l'enquête observent un silence rigoureux. Toutefois, ces derniers semblent estimer que les motivations de ces « terroristes de l'informatique » s'expliquent davantage par une inquiétude devant le développement de l'informatique que par le désir de s'emparer de documents confidentiels. Le CLODO, à cet égard, semble plus retenir l'attention des enquêteurs que le groupe Action directe. Une approche des actions nouvelles qui, depuis trois ans, se développent à Toulouse (voir *le Matin* d'hier) permet de comprendre le comment et le pourquoi de cette flambée de micro-bombes et de disques souples.

De notre correspondant à Toulouse

« **I**NSOUPÇONNABLE ou insoupçonné. » La clef de l'énigme est peut-être là, dans cette petite phrase extraite du communiqué du CLODO. Car, si on peut relier tous les faits nouveaux intéressants, les diverses sabotages, qui, depuis 1977, ont émaillé la marche de la contestation à Toulouse, il est erroné de les attribuer à un seul et même groupe changeant d'appellation en fonction des circonstances. En fait, il s'agit de gens véritablement « insoupçonnables et insoupçonnés », intégrés dans le quotidien et qui n'ont rien à voir avec la clandestinité traditionnelle des révolutionnaires. En clair, des gens comme vous et moi qui se regroupent ponctuellement sur des thèmes sociaux et qui décident d'agir en dehors de toute organisation et sans délire hégémonique ou recruteur.

Par contre, un consensus immédiat et spontané peut se faire sur un thème donné et pour une durée éphémère. « On a choisi l'axe du quotidien plutôt que celui de la politique. Ce qui nous différencie des autres organisations, c'est que nous n'avons pas décidé un affrontement direct avec l'Etat. » Telle est l'analyse de base de ces groupes du refus. Allusion évidente ici à Action directe qui a, elle, choisi la logique du face à face. Mais on ne peut là non plus parler de scission, tout juste de différence dans le mode de comportement. Alors pourquoi aujourd'hui cet affrontement par communiqués interposés puisque le CLODO et Action directe ont revendiqué le premier sabotage. Pourquoi ce doublonage ?

Peut-être une attitude de circonstance liée aux récentes arrestations des 27 et 28 mars.

En tout cas, la réponse appartient maintenant à Action directe qui s'est engagée à fournir les preuves de sa participation à l'autodafé de l'informatique. Mais, au-delà de ces péripéties, pourquoi avoir choisi cette cible symbolique ? C'est en fait, quand on se réfère au passé, la suite logique des attentats commis depuis 1977 à Toulouse par cette « mouvance ». Le pillage de la télématique fait suite à une critique et au refus du salariat (agences temporaires et ANPE), à la dénonciation du fichage (police et Printafix), à la contestation nucléaire (EDF, ligne à haute tension, fausse alerte nucléaire).

Une même continuité dans les thèmes controversés des temps modernes. Et que choisir de plus actuel que l'informatique ? « Elle se retrouve dans tout ce que vous évoquez, explique un scientifique de ce secteur. Un exemple : c'est IBM qui a établi dans le sous-sol de la base militaire de Taverny les premiers plans de vol de ravitaillement et de largage de bombes nucléaires des Mirage-IV en cas de conflit. Informatique toujours au niveau des centrales, du monde du travail, des fichages. »

Dans tout cela on retrouve donc la dérision, la subversion et le cynisme irrité des situationnistes joint à l'efficacité certaine liée à la forte tradition libertaire locale. Un cocktail nouveau qui explose à sa façon. Presque des chroniqueurs du refus, au jour le jour, au coup par coup, sans prosélytisme : « Inutile d'expliquer, les faits parlent d'eux-mêmes », a dernièrement écrit le CLODO.

Jean-Paul Dubois

Toulouse : après « Philips-Informatique »... saccage de « C.i.i.-Honeywell-Bull »

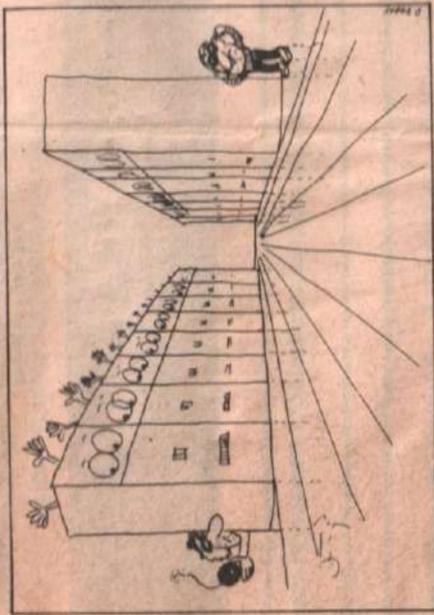
ORDINATEURS : Le temps des bûchers ?

Pour la deuxième fois en moins d'une semaine, on a visé une société d'informati-

que. En effet, hier matin, un incendie criminel ravageait une partie des locaux

de l'agence C.i.i.-Honeywell-Bull à Toulouse. Documents brûlés ou volés, un ordinateur détruit : le scénario ressemble bien au sabotage déjà perpétré, voici quelques jours, chez Philips-Informatique.

Pour l'heure, sous le contrôle de la Cour de sûreté de l'Etat, les enquêteurs du service régional de police judiciaire tentent de démêler l'écheveau des pistes. Deux groupes, en effet, revendiquent ces actions : l'organisation de l'« Action directe » d'une part, et un certain Comité liquidant ou détournant les ordinateurs (C.L.O.D.O.) d'autre part. Avec un leitmotiv : dénoncer les dangers de l'informati-



T. de Meiller



L'incendie a complètement ravagé le hall d'entrée de l'agence C.i.i.-Honeywell-Bull. Ordinateur détruit, documents brûlés, seul le bureau d'accueil a été épargné.

La Dépêche - 10/04/80 - Photo « La Dépêche », op. Métairon-Cognet.

• Les fichiers du fisc, des banques et de la justice dérèglés... et tout le pays est paralysé

Le Meilleur
11/12/04/80

TOULOUSE : PLAQUE TOURNANTE DU TERRORISME, VOICI POURQUOI !

AVANT que Mesrine ne soit abattu par la police parisienne, quand il était activement recherché partout en France, certains Toulousains étaient dans le colimateur de la P.J. A l'époque, nous le savions déjà.

Mais nous nous étions abstenus d'en faire état. C'eût été mettre sur leurs gardes d'éventuels complices du féroce ennemi public. Et risquer de permettre à Mesrine d'échapper à la police et poursuivre sa sanglante « carrière »... L'intérêt de cette révélation à retardement ? Expliquer le rôle de plaque tournante de Toulouse dans le terrorisme politique !

Car ce terrorisme-là et le banditisme à la Mesrine

possèdent de nombreux points de convergence.

Que ce soit à Paris, Toulouse ou ailleurs, le « milieu » traditionnel haisait Mesrine. Il le lui rendait bien et s'en méfiait, le sachant truffé d'indicateurs. Il ne lui restait plus, comme possibles « collaborateurs » que des marginaux. Ces marginaux qui, pour les uns se servent de l'idéalisme révolutionnaire comme alibi à leurs méfaits. Pour les autres, versent dans délinquance et banditisme afin d'être dans la ligne nihiliste de ces groupuscules... et de contribuer à alimenter leurs trésoreries. L'auto-financement par le hold-up !

En bref, les Toulousains que la P.J. soupçonnait de favoriser la « cavale » de

l'ennemi public n'étaient pas des truands « classiques ». Existe-t-il entre eux et l'O.A.D. (l'organisation « Action directe ») pratiquement décapitée à Paris quelques connexions ? Gageons que c'est une question que doit approfondir la police toulousaine !

Dans notre précédente édition (n° 553), nous rappelions que Toulouse fut longtemps la « base de repli » des groupes armés anti-franquistes. Parmi eux, les fameux G.A.R.I. (Groupes d'action révolutionnaire internationaliste) auteurs d'attentats non seulement en Espagne, mais aussi en France (en 1974, notamment, à Paris, Lourdes et Toulouse). S'étonnera-t-on s'il subsiste un contingent toulousain d'ex-G.A.R.I. recy-

clé dans l'O.A.D. ? D'autre part, cette organisation regroupe aussi des anciens des N.A.A.P. (Noyaux armés pour l'autonomie populaire), formation où se côtoyaient ex-maoïstes et... « autonomes », c'est-à-dire ces marginaux qui mixtent idéalisme politique et délinquance, voire banditisme. Constatation qui corrobore l'intérêt de notre révélation relative aux anciens amis toulousains de Mesrine. Il n'est même pas besoin de rappeler que l'ultra-gauche (et pas seulement celle clandestine) avait fait de Mesrine un « héros »...

Ajoutons à ce tableau l'E.T.A. armée. Car il y a des liens entre toutes ces organisations qui se situent dans des mouvances idéologiques somme toute proches. Le

Pays basque n'est pas si loin de Toulouse !

Ceci pour conclure qu'historiquement, stratégiquement et géographiquement, la cité des violettes est une plaque tournante du terrorisme politique. Faut-il redouter une recrudescence des attentats dans la région et une escalade dans leur violence ? L'O.A.D. peut en effet céder à cette tentation : « Opérer dans un secteur où elle se trouve (très relativement !) comme « un poisson dans l'eau ». Tout au contraire, afin de ne pas attirer dans cette zone (qui constituerait une « base opérationnelle ») trop de zèle policier, s'y limiter à quelques attentats symboliques. Après tout, les renards ne chassent pas dans les parages de leurs terriers...

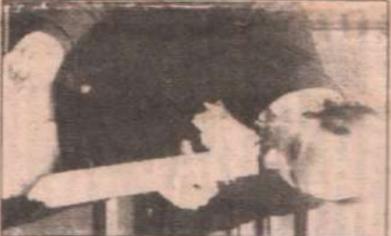
ORDINATEUR
La direction du groupe
Philips Data Systems authentifie
l'attentat du 6 avril

Philips- Informatique: c'était bien le C.I.O.D.O.

Lundi matin, le directeur de Philips Data Systems a authentifié le communiqué du groupe CLODO (Comité Liquidant ou Détournant les Ordinateurs). Ce groupe est donc bien responsable de l'attentat du dimanche 6 avril, qui avait entraîné la destruction de cassettes de programmes informatiques. De son côté, l'OAD (Organisation Action Directe) a revendiqué hier un attentat raté contre le Palais de justice de Toulouse.

Toulouse (correspondance)

La cartouche de la direction de Philips Data Systems est sortie de son mutisme et a communiqué les éléments d'authentification donnés par le CLODO dans son communiqué du mardi 8 avril (voir Libé du 9 et 10 avril). Il reste à savoir qui est à l'origine du second sabotage informatique, commis dans les locaux de CII Honeywell-Hill le mercredi 9 avril. Un attentat en tous points semblable au pre-



Attentat manqué contre le Palais de Justice de Toulouse. Un policier inspecte l'un des explosifs. (Photo AFP)

mier, affirmant les policiers, pourtant, alors que deux groupes, le CLODO et l'OAD, s'étaient disputés, par communiques interposés, la paternité du sabotage, seule l'Organisation Action Directe a revendiqué le second. Une conclusion semble donc s'imposer : ce ne sont pas les mêmes personnes qui ont agi dans les 2 affaires.

ORDINATEUR

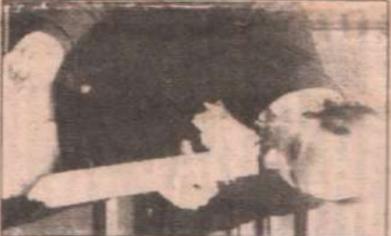
La direction du groupe
Philips Data Systems authentifie
l'attentat du 6 avril

Philips- Informatique: c'était bien le C.I.O.D.O.

Lundi matin, le directeur de Philips Data Systems a authentifié le communiqué du groupe CLODO (Comité Liquidant ou Détournant les Ordinateurs). Ce groupe est donc bien responsable de l'attentat du dimanche 6 avril, qui avait entraîné la destruction de cassettes de programmes informatiques. De son côté, l'OAD (Organisation Action Directe) a revendiqué hier un attentat raté contre le Palais de justice de Toulouse.

Toulouse (correspondance)

La cartouche de la direction de Philips Data Systems est sortie de son mutisme et a communiqué les éléments d'authentification donnés par le CLODO dans son communiqué du mardi 8 avril (voir Libé du 9 et 10 avril). Il reste à savoir qui est à l'origine du second sabotage informatique, commis dans les locaux de CII Honeywell-Hill le mercredi 9 avril. Un attentat en tous points semblable au pre-



Attentat manqué contre le Palais de Justice de Toulouse. Un policier inspecte l'un des explosifs. (Photo AFP)

mier, affirmant les policiers, pourtant, alors que deux groupes, le CLODO et l'OAD, s'étaient disputés, par communiques interposés, la paternité du sabotage, seule l'Organisation Action Directe a revendiqué le second. Une conclusion semble donc s'imposer : ce ne sont pas les mêmes personnes qui ont agi dans les 2 affaires.

La dépêche
18/04/80

LE PARTI
COMMUNISTE FRANÇAIS
CONDAMNE LES
SABOTAGES
DANS L'INFORMATIQUE

Le P.C. nous communi-

Plusieurs établissements de Toulouse, dont deux sociétés d'informatique, viennent de subir des actes de violence et de sabotage. Le bureau fédéral de la Haute-Garonne du P.C.F., condamne vigoureusement de tels procédés étrangers à la pratique des travailleurs et contraires à leurs intérêts.

En effet, ils donnent des prétextes supplémentaires au gouvernement giscardien pour renforcer sa politique d'autoritarisme et de restriction des libertés. Mais plus généralement, au centre de cette affaire, c'est l'informatique qui est en cause. Or, elle constitue non seulement un enjeu de stratégie industrielle et commerciale, mais également un enjeu social et politique.

En ce qui nous concerne, rien ne justifie que l'on « casse » des outils de travail. Ce n'est pas le progrès qui est l'ennemi des travailleurs, mais l'utilisation dévoyée qui en est faite. Les communistes mesurent, au contraire, les immenses possibilités offertes par l'informatique et la micro-électronique attachées à libérer les hommes de toutes les formes d'exploitation et d'oppression.

En revanche, l'Organisation Action Directe continue à faire parler d'elle dans la région de Toulouse. Lundi matin, le concierge du tribunal de Toulouse a trouvé, en prenant son travail, une forte charge d'explosifs sur les marches du palais. La mèche, jointe s'éteint, a été envoyée à l'Agence de police judiciaire de Toulouse. L'OAD a revendiqué l'attentat raté par un coup de téléphone à l'Agence France Presse.

Michel LEPINAY

Libération
18/04/80

Si l'on en croit ces quelques phrases, l'information n'est pas au bout de ses poches... Avec la généralisation des traitements par ordinateur, on pourrait voir se développer simultanément une nouvelle forme de résistance. Un tel scénario, tirant son originalité du fonctionnement même des cerveaux électroniques et trouvant ses moyens d'intervention dans la technologie avancée. Voilà de quoi inquiéter les fabricants d'ordinateurs et promoteurs du « tout-informatique ». Les bombes de l'OAD sont certainement moins dangereuses que la mauvaise volonté des informaticiens. M. Louny qui sent venir le danger, préfère ramener le problème à des schémas connus : « pour être programmé, il faut avoir la vocation, aimer les machines. Un informaticien digne de ce nom ne se permettrait pas de faire du sabotage. C'est la ne peuvent être que des mutables, jaloux de la réussite des autres ».

Dans son communiqué, le CLODO expliquait : « Nous ne voyons pas l'intérêt des communiqués lorsque les actes partent d'eux-mêmes ». Leur texte n'a été envoyé, en effet, que 3 jours après l'attentat, après la première revendication de l'Organisation Action Directe. Si les actions de l'OAD sont en général des attentats spectaculaires dont le principal objectif semble être de faire parler de l'organisation, de montrer qu'il existe en France une résistance active, la logique de l'action du CLODO paraît très différente : il s'agit d'entraver par tous les moyens, le développement de l'informatique, avec ou sans publicité. De fait, si le CLODO décide de rentrer dans l'ombre, les cerveaux électroniques n'en sont pas pour autant à l'abri du sabotage.

1984

Sabotage chez «International Computers Limited» à Toulouse

Le CLODO fait brûler sa troisième bougie informatique

Mardi, vers 5h du matin la succursale Toulousaine de ICL (International Computers Limited) a connu à son tour le sabotage. Comme chez Philips et CII Honeywell Bull, les auteurs de l'attentat ont détruit du matériel informatique. Les dégâts se monteraient à plusieurs dizaines de millions de centimes. Sur un mur? une signature : CLODO.

Toulouse (correspondance).

Et de trois... Après Philips et CII Honeywell Bull, c'est le tour de ICL. Ce sigle moins connu que les précédents, désigne le premier constructeur d'ordinateurs d'Europe, une entreprise britannique qui met à la disposition de ses clients une gamme de machines, allant du calculateur de bureau à celui des services de météorologie de la RFA. Les locaux de la succursale Toulousaine se trouvent au rez-de-chaussée d'un immeuble d'une dizaine d'étages en bordure du Canal du Midi.

Ce matin les rideaux ont été tirés pour cacher aux passants l'étendue du sinistre... Si l'on excepte l'épaisse couche de poussière qui recouvre les meubles, les 5 bureaux n'ont pas trop souffert. L'incendie s'est déclaré en deux endroits. Dans les toilettes, où les dégâts sont minimes, puisque seuls les panneaux d'affichage syndicaux de la pièce voisine ont été atteints par les flammes, et surtout, un local qui sert au stockage des pièces détachées. Là, tout a brûlé. Les plâtres des plafonds et des murs sont tombés, une verrière a éclaté. Ça et là, au milieu des cornières métalliques tordues, apparais-

sent des restes de circuits imprimés, de dossiers à moitié brûlés, des bandes magnétiques calcinées. Sur un tas de ferraille qui devait servir la veille de bureau, une machine bouffie par la chaleur tend au visiteurs un clavier dont les touches fondues ne font plus qu'une... Comme chez Philips le mois dernier, on a entassé ici des matériaux divers avant d'y mettre le feu.

Dehors, le jardin intérieur de l'immeuble ou coule une fontaine est jonché de matériel de bureau et de cadavres de machines dont il est difficile de deviner la destination d'origine.

Les « visiteurs » sont entrés par une verrière qui se trouve au plafond du bureau directorial et qu'ils ont descendu. C'est également dans cette pièce qu'ils ont revendiqué leur sabotage par des inscriptions tracées au fusain sur les murs: « Non au big brother en Irlande », « Non à l'informatic ». Et plus loin, « clo-do », lorsque les saboteurs de chez Philips avaient revendiqué leur action, on a retrouvé sur une carte de France accrochée au dessus d'une table de travail.

« L'ordinateur est l'outil préféré des dominants. Il sert à exploiter, à fichier, à contrôler, à réprimer. Demain, la télématique instaurera « 1984 », après de-

main, l'homme programmé, l'homme machine », affirmait le communiqué du 8 Avril. Même référence « 1984 » aujourd'hui: on s'élève contre la présence des Anglais en Irlande en comparant la puissance Britannique à celle du « big brother » du roman de George Orwell. « Ce sont des gens qui sont contre l'informatique. Décidément, « 1984 » leur est resté en travers de la gorge. Bien sûr, nous travaillons pour une multi-nationale, mais vous savez j'aimerais bien qu'on me donne la possibilité de travailler pour une entreprise française », explique un informaticien.

Vers 14h30, le directeur général d'ICL-France, M. Gazale, venu spécialement de Paris rompt le silence observé depuis le matin par ses collaborateurs pour donner le point de vue de la société et rassurer sa clientèle: « Après les attentats survenus récemment dans la région, ICL avait pris toutes les mesures de sécurité relatives à la sauvegarde des fichiers, la maintenance du matériel pourra donc être assurée dans la région ». Les fichiers, ce sont essentiellement des données propres au fonctionnement de l'entreprise et des programmes qui permettent aux « ingénieurs système » d'ICL

d'assurer l'entretien et le dépannage du matériel des clients. L'entreprise ne fait pas sur place le traitement des données. Les disques et bandes ont été brûlés, mais selon le directeur aucun fichier n'a été volé.

Depuis les attentats des 6 et 9 avril chez « Philips Data Systems » et « CII Honeywell Bull », les mesures de sauvegarde ont été renforcées dans les entreprises du secteur informatique. Des doubles des fichiers importants sont faits de façon systématique lorsque les travaux de programmation sont complexes, on fait également des copies intermédiaires. Mais toutes ces mesures jointes à une surveillance renforcée des cibles potentielles ne suffisent pas à mettre l'informatique à l'abri du sabotage. Dans le local des pièces détachées de ICL Toulouse, une salle d'une quinzaine de mètres carrés, étaient stockés des éléments complets de terminaux d'ordinateurs, nécessaires au dépannage rapide de la clientèle. L'incendie les a détruits. Pour les ingénieurs d'ICL Toulouse, le montant des dégâts pourrait approcher le million de francs. Le rapport prix-volume des composants d'ordinateurs augmente avec la miniaturisation. Mais la Lloyd qui assure l'entreprise anglaise en a vu d'autres.

Michel LEPINAY

LIBERATION LE 21 MAI 1980

Toulouse : le CLODO a encore frappé

Encore le feu. Après la Philips Data System, après Honeywell Bull, c'est le central de l'International Computer Limited, une multinationale britannique, qui a brûlé la nuit dernière à Toulouse. Les dégâts causés sur le matériel s'élèveraient à près d'un million de francs.

Cette dernière action d'une longue croisade a été revendiquée par le désormais célèbre CLODO (Comité liquidant ou détournant les ordinateurs).

CETTE fois, ironie de la situation, les « bourreaux » de l'informatique ont allumé l'un de leurs plus importants brasiers en face de la caserne des pompiers. Mais cette proximité n'a pas pour autant diminué les dégâts du bûcher. Dans les

couloirs de l'ICL, on parlait d'un million de francs de dégâts. Les visiteurs du soir sont cette fois rentrés par le plafond, en descendant deux puits de jour. Ils ont consciencieusement fouillé les bureaux, les armoires et les dossiers. Et puis, selon leur vieille

méthode, qui a aujourd'hui fait ses preuves, ils ont mis le feu au local. Il était 5 heures du matin. Avant de repartir, ils ont « bombé » un message sur les murs: « Non à Big Brother en Irlande. » Il y avait aussi une carte de France barrée du sigle CLODO.

A l'International Computer Limited, on se borne à déclarer que la société n'effectuait aucun programme mais que cette agence était spécialisée dans la maintenance et le service après-vente de gros appareils.

Jean-Paul Dubois

Le Matin de Paris 24/05/80

La Dépêche 21/05/80

Attentats contre l'informatique et l'Université

Deux incendies d'origine criminelle ont été allumés dans la nuit de lundi à mardi à Toulouse et à Perpignan.

• A Toulouse, c'est une société d'informatique qui était visée par le C.I.o.d.o. (comité de libération ou de détournement des ordinateurs) qui a revendiqué l'attentat.

• A Perpignan, c'est un bâtiment de l'université qui a été complètement détruit, destruction qui causera de nombreux problèmes car tous les dossiers des étudiants s'y trouvaient en archives.

Les « autonomes » auraient signé leur forfait sur les murs de l'université catalane.

Perpignan : Les examens ont eu chaud

Perpignan (C.P.). — Un incendie criminel a complètement ravagé le bâtiment de la scolarité, à l'université de Perpignan, dans la nuit de lundi à mardi. L'attentat aurait pu revêtir une bien plus grande ampleur si les feux allumés dans les trois amphithéâtres n'avaient été maîtrisés à temps par les sapeurs-pompiers.

L'université de Perpignan n'avait pas connu d'agitation durant ces derniers mois. Aussi, le président, M. Yves Serra, se refuse à croire que les auteurs de l'incendie soient des étudiants de Perpignan.

« Je suis convaincu que c'est l'œuvre d'un commando venu de l'extérieur », nous a-t-il déclaré. « Il était puissant, d'au moins cinq ou six hommes. Agissant avec la volonté délibérée de brûler toute l'université ».

Les incendiaires ont signé l'attentat en dessinant sur les murs et les tableaux des amphis un « A » majuscule dans un cercle, le sigle utilisé à Paris par les « autonomes ».

Le feu couvait partout

La multiplicité des foyers permet d'avancer que le commando ne s'est pas pressé et aussi qu'il devait bénéficier d'une complicité à l'intérieur de l'université. C'est vers 3 heures du matin

que le feu s'est déclaré dans le grand bâtiment en préfabriqué qui abrite les archives, aussi bien les dossiers des étudiants que les procès-verbaux des examens. Tout brûla rapidement et les sapeurs-pompiers ne purent que protéger les bâtiments voisins.

A 6 heures du matin, les pompiers étaient partis, ne laissant sur place qu'un piquet de surveillance, quand les femmes de ménage arrivèrent.

Celles qui devaient nettoyer les amphithéâtres (en dur) ressortirent en courant: le feu couvait un peu partout.

Le sol était inondé de mazout et des tampons de coton imbibés d'essence avaient été jetés dessus. Il y avait même une dizaine de camping-gaz placés sur ces brûlots. Au travers des salles, des fils avaient été tendus sur lesquels on avait accroché des morceaux de tissu également imbibés d'essence.

Heureusement, le feu ne s'était pas déchaîné, probablement parce que les amphis sont clos et qu'il n'y avait donc pas d'appel d'air. Tout autour des foyers, le sol et les bancs s'étaient consumés durant plusieurs heures mais la température n'avait jamais été assez élevée pour faire exploser les camping-gaz.

Les pompiers demeurés sur place n'eurent aucune peine à éteindre tous ses foyers.

Les examens auront lieu

Selon M. Biau, secrétaire général de l'université, on peut estimer les dégâts à 400.000 F environ. Mais là encore le mal est moindre qu'on pouvait le craindre puisque la plupart des archives brûlées existent en double dans les facultés ou secrétariats.

« C'est pourquoi je peux vous annoncer que les examens de fin d'année qui doivent commencer mardi prochain pour nos trois mille étudiants auront lieu aux dates prévues », se félicite le président Serra.

La police a commencé son enquête, une enquête qui, pense-t-on, pourrait les conduire jusqu'aux « autonomes » qui sévissent à Jussieu. Ces derniers jours, on avait remarqué une voiture suspecte immatriculée dans la région parisienne et dans la nuit de lundi à mardi une « GS » orange garée près de l'université.

Les policiers vont devoir aussi résoudre une énigme: sur le tableau d'un amphithéâtre, quel qu'un avait dessiné un sapeur-pompier urinant sur un feu.

Or, un étudiant aurait vu ce dessin dès lundi en fin d'après-midi. Il serait bien surprenant qu'il s'agisse d'une prémonition...

J. K.

Toulouse : Attentat contre une société d'informatique

Après un mois d'accalmie, les ordinateurs sont à nouveau la cible des saboteurs à Toulouse. Hier matin, c'est l'agence de l'International Computers Limited (I.C.I.), qui, vers 5 heures, était la proie des flammes. Les auteurs, qui se sont introduits par les toits, ont allumés deux foyers différents: un dans les toilettes qui fit peu de dommages, et un dans un atelier technique de réparation, qui provoqua des dégâts matériels très importants, évalués à un million de francs actuels.

Dans le bureau du directeur, une inscription: « Non à Big Brother en Irlande, non à l'informatic », semble faire allusion au fait qu'I.C.I. est une filiale d'un important groupe britannique.

C'est le groupe C.I.o.d.o. (Comité liquidant ou détournant les ordinateurs) qui a signé cet attentat. C'est ce même C.I.o.d.o. qui, le mois dernier, avait revendiqué les actions contre « Philips-Informatique » et « CII-Honeywell Bull ».

Hier, ce ne sont que des pièces

détachées, qui ont été détruites, les programmes, ayant été, par mesure de précaution, évacués des locaux de l'agence. C'est pour cette raison que, dès hier, dans la matinée, les activités reprenaient dans la succursale de l'I.C.I. de Toulouse.

Les ordinateurs qui dérangent

Louveciennes :

Attentat raté contre la C.i.i.

Un engin explosif de forte puissance a été découvert samedi, contre le mur d'enceinte de la société C.i.i. Honeywell Bull, à Louveciennes, près de Versailles (Yvelines).

La bombe, qui contenait près de 5 kg d'explosif, avait la forme d'un bidon cylindrique en fer blanc, haut de 40 cm. Elle avait été déposée à l'extérieur des locaux de la C.i.i., gardés jour et nuit par d'importantes équipes de vigiles et se trouvait près d'un transformateur E.d.f.

L'engin, dont le dispositif de mise à feu n'a pas fonctionné, a été découvert par un gardien au cours d'une ronde. Il a été

désamorcé par les services de déminage de Versailles.

Le parquet de Versailles a confié l'enquête au S.r.p.j., qui ont relevé sur les murs de la C.i.i., près du transformateur, des inscriptions tracées à la peinture par les auteurs de la tentative d'attentat. Les slogans : **Halte au nucléaire, Non au fichage et C.i.i. = E.d.f.**, étaient signés sur le mur par le C.i.o.d.o. (comité de libération et de détournement des ordinateurs).

Ce comité s'était manifesté pour la première fois les 6 et 9 avril derniers, par une série d'attentats à Toulouse contre des sociétés spécialisées dans l'informatique dont déjà C.i.i. Honeywell Bull.

L'établissement de la C.i.i. de Louveciennes, qui emploie près de 2.000 personnes, est le plus important de la région parisienne. Toutefois, il ne recèle aucun matériel sensible et regroupe surtout des bureaux d'études.

D'autre part, on indique qu'une première tentative de sabotage a eu lieu dans le même établissement il y a près d'un mois. Un inconnu avait été surpris de nuit, à proximité du local abritant un ordinateur. Un échange de coups de feu avait alors eu lieu entre les gardiens et l'inconnu qui était d'ailleurs parvenu à s'enfuir sans être inquiété. Les rondes de police depuis cet incident, étaient sensiblement renforcées.

La dépêche 11/08/80

CLODO

Attentat raté contre CII-Honeywell Bull

Un engin explosif de forte puissance a été découvert hier matin contre le mur d'enceinte de la société CII Honeywell Bull, à Louveciennes, près de Versailles.

L'engin, dont le dispositif de mise à feu n'a pas fonctionné, contenait près de 5 kilos d'explosif et était placé près d'un transformateur EDF.

Le parquet de Versailles a confié l'enquête au SRPJ qui a relevé sur les murs de la CII des inscriptions tracées à la peinture : « Halte au nucléaire, non au fichage » et « CII = EDF ». Inscriptions signées par le CLODO (Comité de Libération et de détournement des ordinateurs). Celui-là même qui s'était manifesté une première fois les 6 et 9 avril derniers par une série d'attentats à Toulouse contre des sociétés spécialisées dans l'informatique, dont déjà CII. L'ordinateur de la CII de Louveciennes, qui emploie près de deux mille personnes, est le plus important de la région parisienne.

Une première tentative de sabotage aurait déjà eu lieu dans cet établissement il y a près d'un mois. Un inconnu avait alors été surpris de nuit à proximité du local abritant un ordinateur. Un échange de coups de feu s'en était suivi entre les gardiens et l'inconnu qui avait réussi à s'enfuir sans être inquiété.

HARO SUR L'ORDINATEUR

Une société informatique incendiée par des saboteurs

Dépêche 21/05/80

On pouvait croire que le « temps des bûchers » pour les ordinateurs était terminé. Depuis un mois, aucune calculatrice, aucun terminal, n'avait eu à subir l'autodafé des anti-informatique. Et voilà que hier matin, le local toulousain d'International Computers Limited France (I.c.i.) brûlait, allumé par un commando du C.i.o.d.o. (Comité liquidant ou détournant les ordinateurs).

Ce même groupe avait revendiqué (en apportant des preuves, car il n'était pas le seul à prétendre en être l'auteur) l'attentat contre la société Philips-Data Système, le 7 avril dernier à Toulouse, et trois jours plus tard, celui contre C.i.i.-Honeywell Bull.

Non à Big Brother

En guise de signature, dans le bureau du directeur : **Non à Big Brother en Irlande, non à l'informatic. Clodo.**

Big Brother, le grand frère ultratotalitaire du roman de Georges Orwell, le Clodo y faisait déjà allusion lors de sa première action. Une fois de plus, à travers cet attentat, c'est tout ce que

peut représenter l'informatique comme instrument pouvant porter atteinte à la liberté de l'individu qui est visé.

Mais hier, ce sont des machines qui ont été détruites. Pas les programmes. Des précautions avaient été prises...

Mais voici comment se sont déroulés les faits. C'est à partir d'une mince coquille de plastique translucide, émergeant du toit et permettant à la lumière du jour de pénétrer dans le bureau du directeur de l'agence d'I.c.i., 34, Port-Saint-Sauveur à Toulouse, que le commando a réussi à pénétrer dans les locaux. Rien de plus facile, depuis le terrain vague de derrière, que de monter sur le toit, et de dévisser la bulle de plexiglass. Les auteurs ont dû arriver un peu avant cinq heures. Après avoir allumé le feu en deux endroits différents (dans les toilettes, et dans l'atelier technique) ils signent, et disparaissent.

La « quincaillerie » détruite

Comme pour les affaires pré-

cédentes, en raison de leur caractère spécifique, l'enquête a été confiée au S.r.p.j. de Toulouse...

La carcasse des étagères, le ventre creux des armoires fumant, des monceaux de papiers carbonisés, et du matériel électronique hautement sophistiqué, calcinés, tel était hier matin le spectacle qu'offrait cet atelier technique, là où les dégâts ont été les plus importants.

C'est ici, explique l'un des employés de l'agence, que nous effectuons les réparations sur le matériel utilisé par nos clients. Il y avait, en particulier, beaucoup de composants électroniques, des micro-systèmes, des circuits imprimés, des diodes et des cassettes. Des oscilloscopes, des terminaux, des mini-ordinateurs et des lettres de réparation ont également été détruits. Cependant, il n'y avait pas de fichiers, et le peu d'informations qui étaient stockées ici se trouvaient en duplicata chez nos clients...

Les dégâts sont, pour l'instant, évalués à un million de

francs. Principalement des pièces détachées. Ce que les informaticiens appellent dans leur jargon, le « hard-ware ». La « partie dure » de l'ordinateur. La partie mécanique, la quincaillerie...

La partie programmes, informatique, le « soft-ware » n'a pas été touché : depuis les précédentes actions, des précautions avaient été prises par les responsables de I.c.i.-Toulouse, et l'agence n'avait que quelques copies sur disques ou cassettes. Lors de l'action que le C.i.o.d.o. avait menée contre Philips-Informatique, le mois dernier, c'est le « soft-ware », de très nombreux programmes, qui avaient été anéantis. Les machines n'avaient subi que de petites dépréciations...

Informatique anglaise

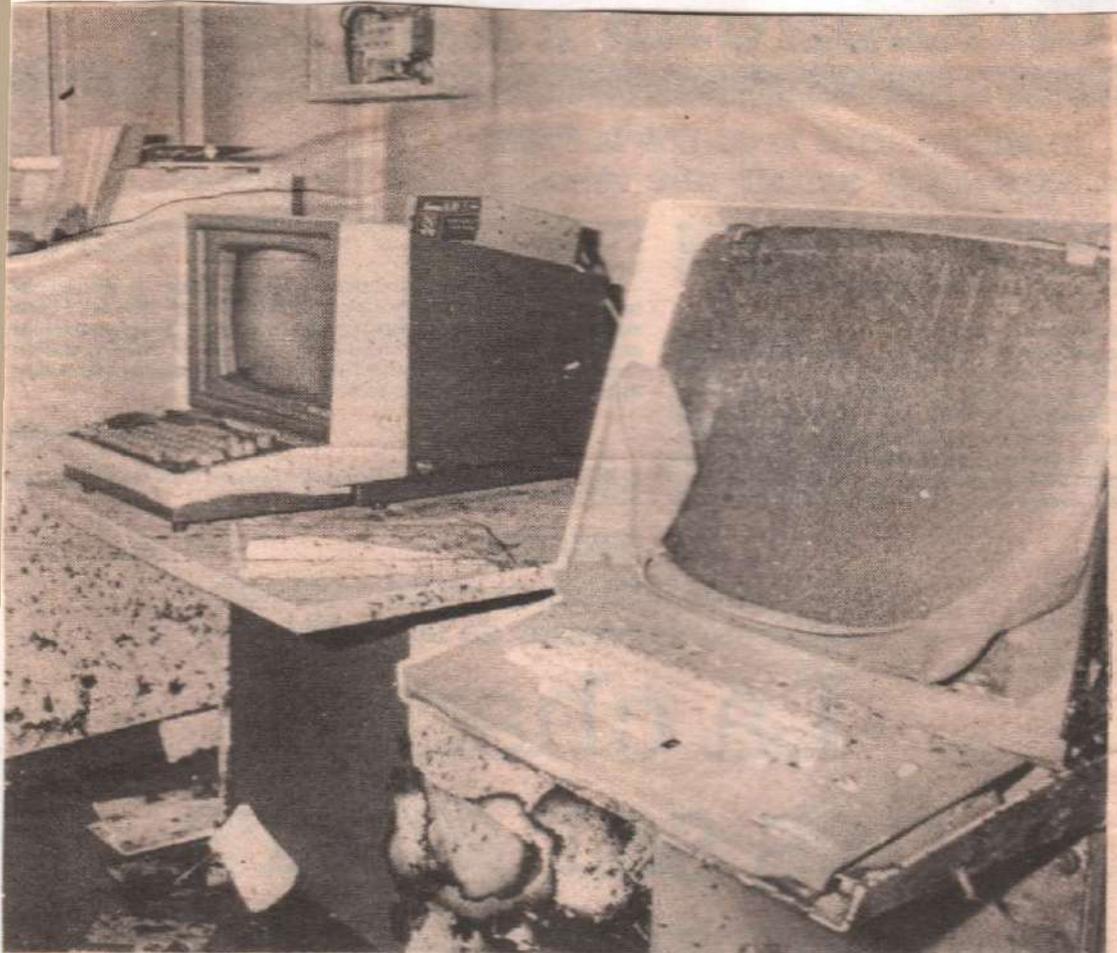
C'est sans doute pour cette raison que les activités de I.c.i.-Toulouse n'ont pas été interrompues. Quelques heures plus tard, un stock de pièces détachées arrivait, permettant aux agents de satisfaire leur clientèle.

Ce ne sera rien de dramatique pour nous, expliquait hier après-midi le directeur général de I.c.i.-France, venu spécialement de Paris. Cependant, ce genre d'action ne paraît illusoire, cela ne changera en rien le développement de l'informatique.

Pour les dirigeants, l'important est maintenant de rassurer leurs clients, pour la plupart, des petites et moyennes entreprises. Il ne semble pas que ce soit cette clientèle qui ait été visée. L'inscription « Non à Big Brother en Irlande », dans cette société filiale d'un groupe britannique ferait alors allusion à la présence policière et militaire des Anglais en Irlande du Nord.

Quel était le but visé par le C.i.o.d.o., pour ce dernier coup d'éclat ? Les programmes, l'essence même de l'informatique, n'ont pas été touchés... Reste un énorme monceau de transistors fondus et de listing brûlés, spectaculaire protestation, et un slogan répétant une angoisse exprimée dans les flammes : Big Brother...

Dominique DELPIROUX.



Les ordinateurs dansent après le passage du « CLODO » (Ph. AFP).

Libé. 13/14/Sept. 80.

LISTING

Nouvel attentat à Toulouse contre une société de service informatique

Le CLODO fête le SICOB

Toulouse, correspondance

C'est le quatrième attentat effectué cette année par le CLODO à Toulouse. Ses premières victimes ont été « Philips-informatique », le 6 avril, « CII-Honeywell-Bull », le 9 avril et « international computers limited », le 20 mai. Mais, alors que les entreprises visées par les attentats précédents étaient des constructeurs d'ordinateurs, cette fois-ci, il s'agit d'une société de services, la CAP-SOGETI.

C'est vers 5 h 30, mardi matin, que les habitants de l'immeuble qui abrite l'entreprise, ont été réveillés par l'odeur de la fumée. L'incendie avait été allumé

dans deux bureaux. Comme lors des attentats précédents, on s'était contenté d'entasser des listings, cartes perforées et papiers divers et de craquer une allumette ou un briquet. Les policiers n'ont pas relevé de traces d'essence, et pour eux, « cet attentat est identique aux autres ». Pour confirmer cette thèse, une inscription au feutre vert sur un mur noirci : « Le CLODO persiste et signe, joyeux SICOB »

Les vacances se terminent. Le CLODO (Comité liquidant ou détournant les ordinateurs) a fait sa rentrée. Mardi matin, une semaine avant l'ouverture du SICOB. La victime : la société « CAP-SOGETI », une société de service informatique.

« Nous ne pouvons pas évaluer les dégâts tant que les experts ne sont pas passés. D'ailleurs, il n'est pas possible de voir les locaux avant leur passage ». M, le directeur n'est pas amateur de publicité. Il préfère s'en tenir à une attitude pour le moins réservée et n'aime pas parler de ses activités. « Nous sommes une entreprise de service. Nous employons une soixantaine d'informaticiens qui effectuent des travaux de programmation pour nos clients qui sont des entreprises et des administrations ». Impossible d'en savoir plus. Dans la cour intérieure de l'immeuble, un rideau mal fermé laisse entrevoir les éléments d'un terminal d'ordinateur bouffi par la chaleur. Par terre, un tas de papiers brûlés et de ferraille calcinée. Parmi les documents léchés par les flammes, beaucoup de feuil-

les à en-tête du Centre National d'Etude Spatiale, le plus gros client de CAP-SOGETI. Un technicien explique : « Le terminal d'ordinateur est foutu, mais nous avons des doubles de tous nos programmes en lieu sûr et nous pouvons recommencer à travailler dès maintenant. Ils ont bien choisi leur cible : nous sommes une des premières entreprises de logiciel d'Europe »

Cet attentat, le premier qui vise un « libre service de l'informatique » a ravivé les inquiétudes des concurrents de CAP-SOGETI.

A la « Compagnie internationale des services en informatique » qui est le

service informatique du Commissariat à l'Energie Atomique, on envisage de prendre à nouveau des précautions exceptionnelles. Au mois d'avril, après les premiers attentats du CLODO, l'entreprise, qui se sentait particulièrement visée du fait de ses rapports avec le C.E.A., avait demandé une protection à la police. Pendant plusieurs semaines, des policiers avaient monté la garde devant l'immeuble toutes les nuits.

La société GETI est une entreprise privée qui emploie 36 personnes et fait, elle aussi, des programmes à la demande. Son P.D.G. est inquiet : « S'ils se mettent à s'attaquer aux entreprises de service, c'est grave. Nous ressentons une grande inquiétude. Pour une boîte comme la mienne, qui a tous ses fichiers sur place, un attentat serait catastrophique. J'ai 50 millions anciens de frais fixes par mois : une interruption de deux ou trois mois à cause d'un attentat, cela signifierait pour nous la fermeture et 36 chômeurs de plus ».

Pour la commissaire Gravel, du S.R.P.J. : « Il n'y a pas grand chose à faire. Tant que ces fous n'auront pas été pris une allumette à la main, ils pourront continuer. Nous ne pouvons pas assurer la surveillance de toutes les entreprises concernées. C'est aux boîtes elles-mêmes de se payer des gardiens ».

Il est vrai que dans l'annuaire de la Haute-Garonne, on trouve une cinquantaine de noms dans la rubrique « informatique » des pages jaunes. Les cibles potentielles des actions symboliques du CLODO ne manquent pas. Les empêchements de programmer en rond ont encore du pain sur la planche.

Michel LEPINAY

COLOMIERS

Nouvel attentat du CLODO



Le Centre Informatique : un bâtiment bien tranquille.



3 milliards de centimes de dégâts.



Dès cette nuit Yves Nancillon secrétaire général de la Préfecture, Jean-Claude Bacher, directeur du cabinet et le commissaire Laurent, patron des polices urbaines se sont rendus sur les lieux. (Photo Olivier Combes).

Le centre informatique soufflé par 15 kilos de dynamite. 3 milliards de centimes de dégâts.

Révoilà donc le CLODO qui avait déjà revendiqué plusieurs attentats sur Toulouse. Philips Data Systems, Honeywell Bull, et d'autres avaient déjà fait les frais du Comité Liquidant Ou Détournant Les Ordinateurs. Depuis le sigle n'avait pas réapparu. C'est une revendication à l'agence France Presse qui l'a vu ressurgir

Il est 4 h 30 la nuit dernière lorsqu'une forte explosion réveille les Colomiers, c'est le Centre Informatique qui vient de sauter. L'attentat aurait pu tuer. En effet, le gardien du centre habite un petit pavillon à une quinzaine de mètres du lieu de

Le Centre Informatique de Colomiers.

Le Centre Informatique ne réalise uniquement que des opérations au service de l'administration du département, des communes et des départements voisins et n'a aucune activité de travail de fichiers personnels.



l'explosion. Inutile de dire que chez lui toutes les vitres ont volé en éclats. Son épouse a été commotionnée par bonheur les enfants qui dormaient n'ont même pas été blessés par les éclats de verre.

Très rapidement les pompiers et les services de police se rendent sur place pour constater les dégâts.

Des premiers éléments de l'enquête, il ressort que ce sont trois charges d'explosif reliées par un cordon qui ont été déposées autour du bâtiment. Malgré une caméra à la porte d'entrée le Centre Informatique ne fait pas l'objet d'une protection particulière et il n'a pas été difficile au commandant d'escalader le grillage qui l'entoure. Le S.R.P.J. saisi de l'enquête et l'identité judiciaire ont recueilli sur place des

éléments intéressants qui permettent de rapprocher ce premier attentat de l'année de celui dont avait fait l'objet la station régionale FR3 et du Parti socialiste toulousain. Il s'agirait d'explosifs de même nature que ceux utilisés lors des précédents attentats. Après les constatations d'usage, le Préfet de région Jacques Corbon et le Président du Conseil général Léon Eeckhoutte, se sont rendus sur les lieux pour constater l'étendue des dégâts. Le président du Conseil général devait alors faire une première estimation qui se chiffrait à 30 millions de francs. C'est maintenant aux enquêteurs de rechercher les coupables de ce premier attentat de l'année. Toulouse l'an dernier en avait compté au total une vingtaine et huit seulement avaient été revendiqués.

Conséquences

Léon Eeckhoutte président du Conseil général qui s'est rendu sur les lieux de l'attentat nous a précisé quelles seraient les répercussions pour le public. En ce qui concerne les travaux qui étaient en cours pour les listes électorales par exemple, pour la paye du personnel de la préfecture comme des communes et des départements voisins dont nous assurons le service cela est fait, il n'aura pas de difficultés. Un problème va se poser en ce qui concerne les cartes grises, nous allons sûrement avoir une interruption de confection et distribution de cartes grises que nous estimons maintenant à au moins une huitaine de jours.

L'indignation de F.O.

« Le personnel Force Ouvrière du Syndicat départemental de l'Informatique représentant plus de 90% de l'ensemble des fonctionnaires de ce service, ainsi que le personnel de Préfecture syndiqué Force Ouvrière, s'élèvent avec indignation contre le lâche attentat perpétré dans la nuit du 27 au 28 janvier qui a endommagé gravement le Centre Informatique qui constitue d'une part le « poumon » du

département, et d'autre part, leur principal outil de travail.

Il dénonce les procédés des extrémistes de tous bords dont la lâcheté n'a d'égale que la couardise.

Il demande aux autorités de prendre des mesures urgentes et sévères à l'égard de ces extrémistes afin de mettre un terme aux agissements de ces groupes qui vont à l'encontre des intérêts de l'ensemble des travailleurs du département ».



COMMUNIQUES

● Gérard Bapt et Dominique Baudis avec les chasseurs

Première véritable confrontation pour les candidats au Capitole, avec les chasseurs, les écologistes, les responsables de la nature à l'occasion de la journée cynégétique 1983 samedi 29 janvier dans le grand salon de l'hôtel Novotel à Toulouse Purpan.

M. Yves Benassi, Gérard Cantau et Raoul Raynal animeront une intéressante conférence de presse à partir de 15 heures, en présence de M. Jean Servat, directeur de la protection de la nature.

Renseignements au siège des éleveurs de Lièvres, organisateurs de cette journée: tél. (61)63.92.75.

● Avec la chambre syndicale de la boucherie

La chambre syndicale de la boucherie, boucherie-charcuterie de Toulouse et de la Haute-Garonne, informe ses adhérents qu'une réunion d'information traitant notamment de la sortie du blocage des prix, et des questions sociales, aura

lieu le lundi 31 janvier 1983 à la Chambre de Commerce de Toulouse, salle Audouyn, 2 bis rue Alsace-Lorraine.

● Libération - Sud

Dimanche 30 janvier 1983 à 11 heures, Forêt de Bouconne, (dans le chemin forestier prendre à Léguevin la route de Merenville) Libération vous demande de venir vous unir - comme chaque année - de toute la force de votre présence silencieuse, auprès de la stèle qui commémore en ces lieux l'assassinat de: François Verdier Forain.

● Les ingénieurs de l'Agriculture visitent l'APC

Le groupe des ingénieurs diplômés des Ecoles nationales supérieures agronomiques de Midi-Pyrénées visitera le samedi 29 janvier l'usine de l'Azote et Produits Chimiques (Ex ONIA).

Rendez-vous fixé à 8 h 45 porte A située du côté du chemin de fer, route d'Espagne.

Defferre offre un préfet à Bapt

Réclamé depuis longtemps par Gérard Bapt un commissaire de la République, délégué pour la police devrait être nommé prochainement, c'est ce que l'on apprend hier soir au ministère de l'Intérieur.

Cette décision a été annoncée à la suite d'une lettre de M. Bapt, qui attirait l'attention sur le développement du terrorisme à Toulouse et dans la région. « Ces attentats, poursuivait le député, sont demeurés le plus souvent impunis et leur caractère de gravité augmente puisque plusieurs d'entre eux auraient des derniers temps pu tuer ». Gérard Bapt souhaitait, en conséquence la nomination d'un haut

fonctionnaire plus particulièrement chargé de la lutte contre le terrorisme. Voilà pour le côté officiel de l'affaire du « Préfet de Police ».

Place Beauvau, au siège du ministère de l'Intérieur, et de la Décentralisation, les sentiments, il y a encore 48 heures, étaient très partagés. Une fois encore, rappelons que Toulouse n'est pas une ville de grande criminalité. C'est vrai que se pose le

problème de ces attentats à répétition qui relèvent du terrorisme. L'explosion de Colomiers la nuit dernière aura donc précipité les choses, il est à noter que c'est le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, c'est-à-dire M. Defferre, qui a annoncé la nomination de ce haut fonctionnaire. Il est également de notoriété publique que M. Durand, commissaire principal appartenant aux CRS, et qui devrait être chargé d'une mission d'information sur la sécurité à Toulouse n'a pas encore entamé ladite mission.

Du côté policier on peut s'attendre à des réactions diverses, du côté politique la réaction de Dominique Baudis n'a pas tardé: « Si un préfet chargé de la sécurité est nommé nous l'accueillerons, mais ce n'est pas le préfet qui va remplacer les 700 policiers qui manquent aujourd'hui à l'effectif toulousain, il s'agit là de critères de l'inspection générale des services. La nomination d'un préfet de police, certes, aura des avantages mais ne règlera pas tous les problèmes ».

R.G.

FAITS DIVERS

Bagnoles-connection

Un important trafic de voitures démantelées

Trois malfaiteurs qui avaient vendu une trentaine d'automobiles volées et maquillées ont été arrêtés par la sûreté toulousaine.

Depuis près d'un an, Francis Perez 30 ans, garagiste à Toulouse, aidé de son frère Georges, 37 ans, et d'un troisième complice, Jean-

Claude Boudou, 34 ans, usait de son titre d'artisan pour revendre à des particuliers des véhicules volés avec ses complices. Il les re-peignait à l'occasion et usait de pièces d'identités égale-

ment volées pour établir de façon fictive un titre d'ancien propriétaire.

Démasqué alors qu'il maquillait un de ces véhicules, Francis Perez a été conduit dans les locaux du commissariat de police de Toulouse où il a reconnu pratiquer ce trafic sur une grande échelle et a été écroué.

Le gardien s'y attendait

Toulouse Matin
29-30-1-83

Le gardien de « l'informatique » qui a sauté dans la nuit de jeudi à vendredi préfère ne pas donner son nom aux journalistes, ni poser devant un objectif.

« On ne sait jamais, dit-il,

« ils » pourraient bien prendre mes enfants ou ma femme en otage pour que je leur donne des informations. »

Hier après-midi, vers 16 heures, alors que les ou-

vriers s'affairaient au our des vitres de sécurité, le gardien était encore tout excité « J'étais au lit avec ma femme, quand ça a explosé, les vitres et les volets ont été projetés dans notre chambre; je trouve qu'ils n'ont pas trop pensé à nous quand ils ont placé leur bombe ».

« Quand j'ai entendu ça, j'ai sauté dans mon pantalon, j'ai attrapé mon arme à feu. Mais tout ce que j'ai pu faire, c'était de constater les dégâts. S'ils avaient tenté de pénétrer dans les locaux, j'aurais été prévenu, je serais sorti avec mon arme; je suis entraîné pour... »

Cela fait longtemps, qu'il s'y attendait à cet attentat.

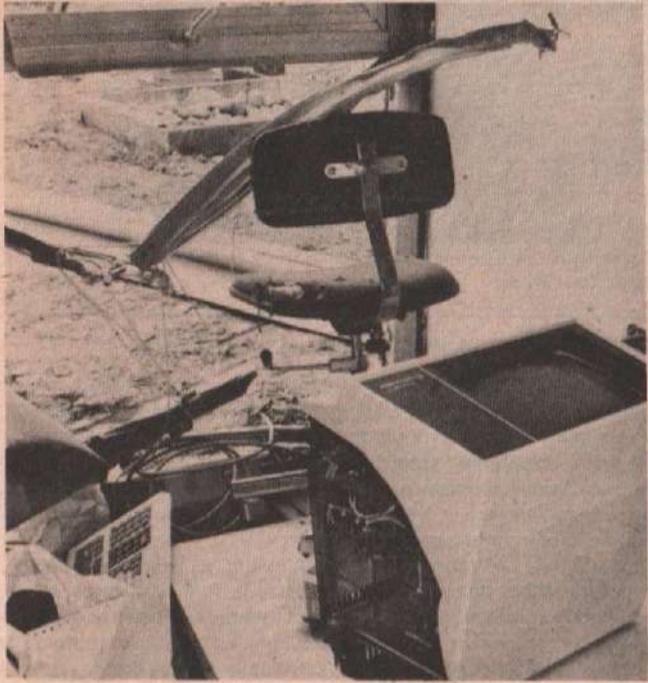
« Je savais que ça allait se produire un jour. Seulement, ils ont trouvé la seule attaque qui ne déclenchait aucun signal d'alarme: une forte charge d'explosif à l'extérieur ».

A travers ces propos, il est facile de lire l'excitation d'un homme qui est passé à côté de ce qui aurait pu être son morceau de bravoure. Reste

que l'explosion aurait pu blesser quelqu'un si sa femme ou lui-même avait été debout au moment de la déflagration.

« C'est lorsqu'elle a réalisé cela qu'elle a été réellement choquée dit-il, elle a été traumatisée toute la matinée, heureusement, les enfants n'ont pas réalisé grand-chose ».

Leslie Lepers



Le résultat (photo O. Combe).

Colomiers : Plastic contre ordinateurs

Un attentat signé « Le Clodo » et 30 millions de francs de dégâts



Dépêche 29 Jour 83

ORDINATEURS PLASTIQUES

● A Colomiers, trois charges de « gomme F15 » endommagent fortement le centre de traitement informatique de la préfecture de la Haute-Garonne

Un attentat à l'explosif a gravement endommagé, hier matin, le centre de traitement informatique de la préfecture de la Haute-Garonne installé dans la zone industrielle aéronautique de Colomiers. Il a été revendiqué auprès de l'A.f.p. par le « Clodo », un mystérieux « comité liquidant et détournant les ordinateurs » qui s'est déjà signalé, dans la lutte « antifichiers » en s'attaquant à des installations des sociétés I.b.m., Honeywell Bull, Philips informatique.

Il était environ 4 h 15, lorsque de violentes explosions secouèrent le petit immeuble du centre informatique, situé avenue Yves-Brunaud, en pleine zone industrielle. Selon toute vraisemblance, les auteurs de l'attentat ont escaladé la clôture métallique d'enceinte. Ils n'ont pas pénétré dans le bâtiment, muni d'un système de sécurité électronique et habité par un gardien mais ont placé trois charges explosives à l'extérieur de l'immeuble. Selon les premières consta-

tions des artificiers, il s'agirait d'explosifs, utilisés dans les carrières de la « gomme F 15 », d'une charge respective de 8 kg, 5 kg et 3 kg. Les trois charges étaient reliées, entre elles, par un cordon avec un système de combustion à mèche lente.

Les enquêteurs sont persuadés que les auteurs de l'attentat connaissent bien les lieux, car les charges explosives ont été placées à des endroits stratégiques. C'est notamment le cas pour la salle des ordinateurs qui a subi les plus importants dégâts.

M. Eckhoutte, président du conseil général, accompagné du préfet M. Corbon, ainsi que de MM. Mansillou et Vacher, respectivement secrétaire général et directeur de cabinet de la préfecture, s'est rendu immédiatement sur les lieux pour dresser un premier bilan des dégâts. En ce qui concerne le matériel, il pourrait s'élever à quelques 30 millions de francs. A ceci, il faut ajouter un million de francs, correspondant aux répara-

tions de l'immeuble. Les explosions ont, en effet, brisé un grand nombre de vitres du bâtiment, endommagé des portes blindées, les réseaux électriques, etc.

Les conséquences de cet attentat sur les travaux confiés au centre informatique concernent surtout le domaine des cartes grises, a indiqué M. Eckhoutte « tout devrait repartir vers le 7 ou 8 février ». Par contre, en cette fin de mois, le centre avait déjà terminé un certain nombre de tâches telles que l'établissement des listes électorales, la paie du personnel de la préfecture ou celles des personnels de communes et des départements voisins.

La police judiciaire, chargée de l'enquête, trouverait-elle l'énigme du « Clodo » qui s'était déjà manifesté, il y a deux ans et qui utilise le même matériel que celui qui l'an dernier avait endommagé le siège toulousain du P.S. et le bâtiment de FR 3 ?

La Dépêche 29/01/83.

Quotidien indépendant d'information
de l'agglomération toulousaine.
1ère année - n°90
Samedi 29 et Dimanche 30 janvier 1983 - 3,00 F.

TOULOUSE - MATIN

mat

DÉCISION ÉLECTORALE

SAVOIR
SE
SOUVENIR

Dans vingt quatre heures, ce sera un anniversaire. Celui du souvenir. Il y a cinquante ans, Hitler, après bien des chantages et des échecs électoraux, entrainé à la chancellerie du Reich et avec lui, la conception nietzschéenne du pouvoir doublée de ce délire criminel qui a entrainé le monde dans le sang, l'Europe dans le doute et nos consciences dans l'inquiétude.

Alors que le peuple allemand croyait à l'aube d'une ère nouvelle, lentement, les demi-dieux d'Outre-Rhin nous préparaient un horrible crépuscule.

La victoire de ce type de régime, avec le recul du temps, doit toujours nous servir d'exemple et de leçon.

De 1935 à 1939, l'Europe a assisté passivement à son dépeçage, que l'U.R.S.S. à partir de 1945 (en oubliant d'ailleurs qu'elle avait pactisé

● Gaston Defferre veut nommer un préfet de police à Toulouse.

● Les policiers restent sceptiques malgré l'explosion du centre informatique de Colomiers

(Page 10)



L'explosion a détruit deux ordinateurs. Le service des cartes grises est détruit (photo O. Combel).

Toulouse: la police cherchait à pêcher le «CLODO» dans «Canal sud»

Libé
31/01/83

Après l'attentat commis contre le centre informatique de la préfecture de la Haute-Garonne, la PJ a gardé à vue pendant quelques heures les animateurs d'une radio locale. Histoire de jeter un œil et de les intimider.

Toulouse (correspondance)

Vendredi 4h15, boum ! Le centre de traitement informatique de la préfecture de la Haute-Garonne, située à Colomiers, est fortement endommagée par trois explosions simultanées. L'attentat est revendiqué auprès de l'AFP par le CLODO, « Comité pour la liquidation et le détournement des ordinateurs ». Un sigle utilisé il y a deux ans après des attentats contre des installations des sociétés IBM, Honeywell Bull, Philips informatique. Après des évaluations astronomiques des dégâts, trois milliards de centimes, lancées sous le coup de l'émotion, les conséquences de l'explosion devraient se limiter à des sommes plus modestes et à la fermeture pour 24 heures du service des cartes grises. Le soir même, Gaston Defferre annonçait la nomination à Toulouse du préfet de police souhaité par le candidat socialiste à la mairie de la ville. La Haute-Garonne serait, après la Haute-Corse, le département de France le plus explosif. A ceci près que les attentats toulousains n'ont jamais tué ni blessé personne, au point qu'on y parle de « violence douce » ou de « terrorisme sans terreur ».

En attendant, le CLODO court toujours et agace les nerfs de la police judiciaire. Et, faute de piste sérieuse, on profite de l'enquête pour intimider quelques gêneurs. Cette fois-ci, cinq animateurs de Canal Sud, respectable radio locale, en font les frais. Au début, ils n'ont pas très bien compris pourquoi on leur a passé les menottes, fouillé les maisons, emporté les dossiers et confisqué les machines à écrire. Ils ont passé une nuit au

commissariat jusqu'à samedi midi, certains avec des membres de la famille présents à leur domicile au moment de l'arrestation, sans mandat ni commission rogatoire visible. Cuisinés jusqu'à ce qu'ils avouent n'avoir pas posé de bombes dans la nuit précédente.

Ce n'est que lorsqu'ils ont connu le nom de leurs compagnons d'infortune qu'ils ont compris le pourquoi de leur arrestation. Jean Samouillan, Jean-Luc Salvan, Philippe Jarry, Alain Cipriano et Jean-Luc Zwenger préparent depuis deux mois une série d'émissions sur les fichiers informatiques. Ils ne cachent évidemment pas ce travail (une première série a déjà été diffusée sur le même thème), mais découvrent avec stupeur qu'ils étaient sous surveillance, pas de quoi fouetter un chat, ni même tabasser un anti-nucléaire notoire. Pourtant, Jean-Luc Zwenger se plaint d'avoir été roué de coups dès le début de son interrogatoire et pendant une demi-heure par un policier appelé « Ramon » qui justifiait ses coups ainsi : « J'ai carte blanche, on va vous traiter comme des droits communs ». Un certificat médical atteste des multiples contusions et hématomes dont souffre Jean-Luc Zwenger.

Samedi, vers midi, après avoir vérifié violemment les alibis, les suspects sont relâchés avec cette seule excuse : « De toute façon, avec les idées que vous propagez, vous favorisez les attentats ». Canal Sud n'a pourtant rien d'une radio terroriste. Bien implantée dans le tissu associatif de la ville, ses principaux membres collectifs sont la CFDT, le ponservatoire occitan et l'Union Fédérale des Consommateurs.

Son seul tort, aux yeux de la PJ, est d'avoir été un pionnier des radios libres, un vieux client de la police au temps de l'illégalité. Plusieurs attentats ont été revendiqués sur ses ondes par le truchement de communiqués reçus dans la boîte aux lettres.

Sans compter la rocambolesque affaire de la valise, à la fin du mois de novembre. Après la découverte du stock d'armes de Saint-Sardos, un communiqué annonça une restitution publique d'armes en plein centre de Toulouse. Canal Sud fit le reportage, en direct de la place Wilson, de l'opération de déminage d'une valise pleine de chiffons. Il y avait du ridicule dans l'air. Le reporter de Canal Sud donna ainsi le signal de celui qui lui remit le communiqué dans la foule : « Un homme moyen, de taille moyenne, yeux moyens, cheveux moyens, sans casquette ni béret ». Pas de quoi se venger.

A la PJ, à la question : « Pourquoi avez-vous arrêté les journalistes de Canal Sud ? », on répond anonymement au téléphone : « Vous n'avez pas à vous sentir solidaires de ces individus qui n'ont même pas de carte de presse. Leur arrestation n'a aucun rapport avec leurs activités à Canal Sud. Nous avons de bonnes raisons de les suspecter. Ils sont libres car leurs alibis étaient solides. Nous leur avons rendu leurs affaires. L'incident est clos ».

A Canal Sud, on explique que « l'assimilation d'activités médiatiques à la participation possible à des attentats est la réintroduction du délit d'opinion ». Où vont-ils donc chercher tout cela ?

J.B. HARANG

Après l'attentat de Colomiers

Dépêche 31/01/83

A la suite de l'attentat qui a ravagé le centre informatique de la préfecture de la Haute-Garonne, à Colomiers, le service régional de police judiciaire, saisi de l'affaire, poursuit son enquête. On apprenait que, vendredi, plusieurs personnes ayant participé à une émission de radio libre sur les fichiers informatiques avaient été entendues, puis relâchées, immédiatement, par les services de police.

Pour l'instant, l'enquête piétine. Du reste, la police judiciaire dispose de peu d'éléments pour mener ses recherches...

Le C.I.o.d.o. (comité liquidant ou détournant les ordinateurs) avait déjà fait largement parler de lui, en 1980. Déjà, à l'époque, les pistes s'étaient dérobées, et il ne fut pas possible d'identifier les auteurs de ses attentats.

Vendredi dernier, à 4 heures du matin, le centre de traitement informatique de la préfecture de Haute-Garonne était gravement endommagé par trois explosions. Quelques heures plus tard, le bureau toulousain de l'AFP recevait une lettre de revendication signée du CLODO, un sigle déjà utilisé voici deux ou trois ans après des attentats similaires contre des installations de sociétés informatiques. Un double de cette lettre nous était adressé.

Pour mémoire, comité liquidant ou détournant les ordinateurs : un communiqué du C.L.O.D.O.

La fuite des cerveaux se poursuit ! Cette nuit, à plus de 6000 mètres/seconde, une fraction des mémoires étatiques s'est dissipée dans l'atmosphère de Colomiers. Fichier des infractions, des signalements et des objets... fichier des véhicules volés... fichier des cartes grises... fichier des travailleurs migrants... embryon du fichier antiterroriste... la préfecture de Haute-Garonne a la mémoire qui flanche quand son Centre Informatique est ébranlé.

Bien sûr on dira que les doubles sont à Paris (centralisation oblige !), qu'il y aurait pu y avoir des morts et des blessés et qu'il s'agit d'un lâche attentat (plus on risque sa vie et sa liberté, plus on est lâche... quoi de plus clair !). Nous savons pourtant que durant plusieurs semaines la préfecture de Haute-Garonne sera paralytique, nous savons aussi qu'en utilisant pour la première fois des explosifs (les serrures et le signal d'alarme dépassaient nos compétences) nous serons traités de disciples de Khadafi ou de Carlos même si la disposition des charges et leur mise à feu ne laissent aucune place à l'accident. Disons-le, une bonne fois, la fin justifiait les moyens et les risques c'est nous qui les prenons.

L'informatique policière et centralisatrice que nous visions, celle des fichiers et du secret, symbolise parfaitement ce contre quoi nous nous battons jour après jour. Car le spectaculaire n'est pas notre lot et nombreux sont les patrons qui ont appris et apprendront que nos « négligences » et nos « bogues » coûtent plus cher que les feux et les explosions. La société du « IF... GOTO », codifiée, quadrillée, alignée, contrôlée, cette société où l'on se branche comme dans une gare de triage, qui désespère de réduire le hasard et d'annuler la révolte, où le

pouvoir se prend pour l'indispensable concepteur ou analyste, où le binaire et le quantitatif sont censés résoudre la crise, cette société dans laquelle nous vivons est invivable et inhumaine.

En annexe au rapport Nora-Minc, Philippe Lemoine voyait dans l'ordinateur l'outil du changement. Effectivement l'ordinateur l'outil du changement. Effectivement l'ordinateur l'outil du changement. Effectivement l'ordinateur n'est qu'un outil, un tas de ferraille, dont nous ne faisons ni un diable ni un dieu. Mais il s'agit d'un outil aux mains des dominants et à leur service qui, en fait de changement, renforce seulement les hiérarchies et les inégalités. Quand l'informatique pourrait permettre de travailler 2 heures par jour, elle produit le chômage des un(e)s et l'abrutissement des autres... et les socialistes en font le symbole du changement ! Quoi de plus risible et de plus affligeant que la béatitude fascinée d'un Mitterrand ou d'un Servan-Schreiber face à l'ordinateur/potion magique du changement de société !

La réalité, nous la vivons. C'est la multiplication des fichiers, l'aliénation des programmeurs, des pupitreurs et des opérateurs, (qui ignorent le plus souvent ce qu'ils font et, à fortiori, les résultats de leur travail), la recherche du profit et les « dégraissages » maxima. Car, derrière l'écran de fumée d'une micro-informatique en pleine « explosion », sait-on que les grands et les moyens systèmes (à plus d'un million de francs) se vendent de mieux en mieux et qu'IBM France, qui se flatte d'être devenu le 5° exportateur français, poursuit son emprise monopolistique.

Le progrès de la technologie ne se

confond pas avec le progrès de l'homme. Que certains voient dans l'ordinateur l'outil du changement. Effectivement l'ordinateur n'est qu'un outil, un tas de ferraille, dont nous ne faisons ni un diable ni un dieu. en 2 ans (à l'instar des campagnes cubaines d'alphabétisation) enseigner le Basic à 50 millions de français relève plutôt du gag. Mais quand tout cela voudrait justifier l'informatisation réelle, celle qui provoque, dans notre société viciée, le fichage et le chômage, le renforcement du pouvoir et du centralisme, le rire devient rictus et le combat s'impose.

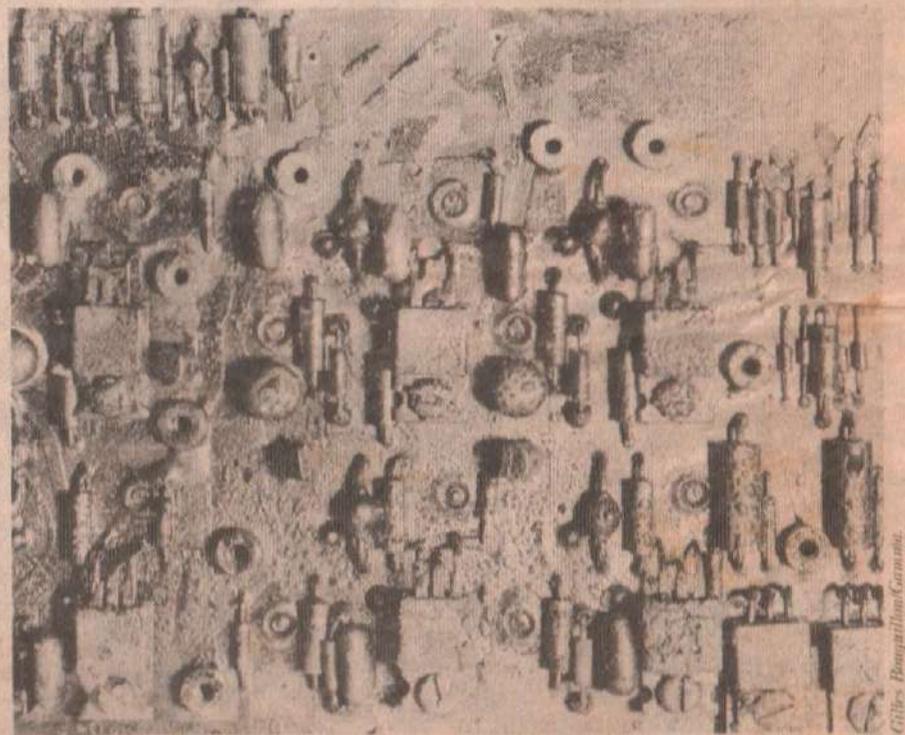
Les partis de gauche sont aussi stupides et dangereux que les partis de droite, même si la naïveté et l'ignorance y remplacent parfois la soif de profit. Ces misérables campagnes municipales le démontrent assez. Nous refusons de devoir choisir entre la peste et le choléra quand il y va de la vie ou de la non-vie de milliards d'hommes. A travers une lutte dans ce secteur parcellaire, mais ô combien significatif, qu'est l'informatique, nous rejoignons la lutte de milliards d'opprimés, et nous le SAVONS. Nos espoirs de changements nous ont amené au sabotage, spectaculaire ou non, mais la destruction porte en elle son contraire, n'est-ce pas messieurs les dialecticiens !

C.L.O.D.O.

(pour mémoire : Comité liquidant ou détournant les ordinateurs)

NDLR : Tampon de la poste : Toulouse-gare, 12h30, 28-1-1983.

L'EMOTION INTACTE



Restes cloqués d'un sabotage du CLODO contre « International Computers Limited » le 20 mai 1980 à Toulouse.

Liberation 1.02.1983

Après l'attentat de Colomiers

A la suite de l'attentat qui a ravagé le centre informatique de la préfecture de la Haute-Garonne, à Colomiers, le service régional de police judiciaire, saisi de l'affaire, poursuit son enquête. On apprenait que, vendredi, plusieurs personnes ayant participé à une émission de radio libre sur les fichiers informatiques avaient été entendues, puis relâchées, immédiatement, par les services de police.

Pour l'instant, l'enquête piétine. Du reste, la police judiciaire dispose de peu d'éléments pour mener ses recherches...

Le C.I.o.d.o. (comité liquidant ou détournant les ordinateurs) avait déjà fait largement parler de lui, en 1980. Déjà, à l'époque, les pistes s'étaient dérobées, et il ne fut pas possible d'identifier les auteurs de ses attentats.

Dépêche 31-1-83.

Après l'attentat au centre informatique

Dans un communiqué remis à la presse, le syndicat F.O. des personnels du centre départemental d'informatique (90% de l'ensemble des fonctionnaires de ce service) et les personnels de la préfecture, syndiqués à Force ouvrière, s'élèvent avec indignation contre le lâche attentat, perpétré dans la nuit du 27 au 28 janvier, qui a endommagé gravement le centre informatique qui constitue d'une part le « poumon » du département et, d'autre part, leur principal outil de travail.

Il dénonce les procédés des extrémistes de tous bords, dont la lâcheté n'a d'égale que la couardise.

Il demande aux autorités de prendre des mesures urgentes et sévères à l'égard de ces extrémistes afin de mettre un terme aux agissements de ces groupes qui vont à l'encontre des intérêts de l'ensemble des travailleurs du département.

Dépêche 19. Feb. 83

Le retour du C.I.o.d.o.

Le comité liquidant ou détournant les ordinateurs a de nouveau sévi, hier, à Toulouse. Pour la sixième fois en trois ans et demi. Sa cible : Une société américaine. Son arme : Le feu. Son prétexte : La politique de Reagan

● EN PAGE FAITS DIVERS

La Dépêche.

Le C.I.o.d.o. persiste et signe

Depeche - 27-10-83

Pour la sixième fois en trois ans et demi, le comité liquidant ou détournant les ordinateurs a sévi, hier, à Toulouse. Sa cible : Une société américaine située rue Matabiau. Son arme : Le feu

Nous le relatons par ailleurs (voir en page région), un incendie criminel, signé par le C.I.o.d.o., a totalement détruit, hier matin, vers 4 h 30, les bureaux d'une société de fabrication et de commercialisation de matériel électronique, la « Sperry Univac Ordinateurs ».

L'incendie, né d'un brasier confectionné au centre de l'un des bureaux, à l'aide de dossiers et brochures, s'est vite propagé à toutes les autres pièces mais n'a pas eu le

temps, grâce à la rapide intervention des sapeurs-pompiers, de s'attaquer aux plafonds, ce qui, il faut le souligner, aurait alors pu engendrer une véritable tragédie.

En effet, l'immeuble au rez-de-chaussée, duquel sont installés ces bureaux, abrite de nombreux locataires. Chance aussi, devait nous préciser, hier, un soldat du feu ayant participé aux secours, que cet immeuble ne soit pas vétuste. Si l'une des cloisons séparant

les bureaux du couloir de l'immeuble avait sauté, le feu aurait, en effet, pu se propager partout à une allure folle.

Le 27 avril 1979, cette même société, déjà installée dans ces locaux, avait essayé un attentat à l'explosif qui, lui, n'avait pas été revendiqué. A l'époque, les dégâts avaient cependant été beaucoup moins importants.

Dernier détail ne manquant pas de surprendre les observateurs : le C.I.o.d.o., s'il

s'agit réellement de lui, serait donc en train d'aborder un virage politique. Alors qu'il s'en tenait à la destruction de l'électronique et de ses applications estimées dangereuses (mise en fiche, en écoute et en observation de l'être humain), il peut, désormais, « sanctionner » certaines décisions politiques, comme celle prise, il y a deux jours, par le président américain. Le texte retrouvé sur le mur de l'un des bureaux dit, en effet, rap-

pelons-le : **Reagan attaque Grenade, Sperry, multinationale, complice.**

Une nouvelle « dimension » du C.I.o.d.o. qui n'est pas pour faciliter la tâche déjà très ardue des enquêteurs du S.r.p.j. et celle du préfet de police de Toulouse installé dans notre ville.

G. GUILLAUMES.

NOS PHOTOS

● Un fulgurant brasier... au pied d'un immeuble d'habitation.

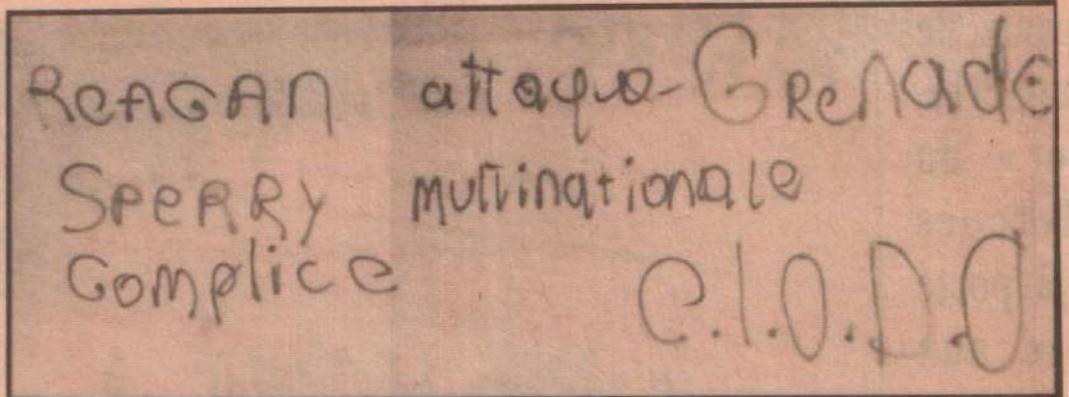


La dépêche
25/10/83.

La dépêche 25/10/83

LE RETOUR DU C.L.O.D.O.

● *Après neuf mois de trêve, l'informatique est à nouveau la cible d'un attentat à Toulouse. C'est le premier depuis l'arrivée du préfet de police.*



Un violent incendie criminel, revendiqué par le « C.l.o.d.o. », a ravagé, hier matin, peu après 4 h 30, les bureaux de la « Sperry-Univac-Ordinateurs » situés au rez-de-chaussée d'un immeuble d'habitation, de la rue Matabiau, à Toulouse.

Les dégâts matériels sont jugés très importants mais l'attentat n'a fait aucune victime.

Les incendiaires, qui se sont introduits par une fenêtre donnant sur une cour intérieure, ont rassemblé au centre de l'un des bureaux, le contenu de plusieurs meubles et armoires de rangements et mis le feu à l'ensemble.

Sous l'effet de l'énorme chaleur dégagée par le brasier, matériels de bureau et re-

vêtements des sols, murs et plafonds ont fondu. Plusieurs cloisons ont même été littéralement éventrées.

Fort heureusement, les vitrines donnant sur la rue Matabiau n'ont pas éclaté, ce qui aurait pu, courants d'air aidant, avoir de tragiques conséquences pour les nombreux locatari-

res occupant les six étages supérieurs.

Sur le mur de l'un des bureaux était inscrit le message que nous reproduisons ci-dessus. L'enquête ouverte par le S.r.p.j. de Toulouse s'annonce comme toujours, en pareil cas, des plus difficiles.

Précisons que la « Sperry »

est une société américaine de fabrication d'ordinateurs. Implantée en France, depuis plusieurs années, elle y emploie plus de 1.300 personnes réparties dans deux usines et plusieurs antennes de commercialisation comme celle de la rue Matabiau, à Toulouse.

Gérard GUILLAUMES.

Trois ans déjà, et six attentats

« Ce sont des spécialistes ! » Ce 6 avril 1980, le directeur de la société Philips Informatique avait découvert les locaux de son entreprise soigneusement sabotés. Pas de destruction massive au T.n.t., pas de saccage sauvage de brutes épaisses, pas de vandalisme gratuit. Mais la destruction scientifique d'une mémoire artificielle. La lobotomie appliquée.

On commençait à se demander si cet attentat n'était pas l'œuvre d'un concurrent malveillant ou d'un client aigri lorsque, trois jours plus tard, le 9 avril 1980, un incendie se déclarait dans les bureaux de la société C.i.i. Honeywell-Bull !

Le doute n'était plus possible : c'était bien les ordinateurs qui étaient visés. La revendication n'allait pas tarder à suivre. Ainsi, le C.l.o.d.o. faisait-il son entrée sur la scène de l'activisme toulousain.

Le comité, liquidant ou détournant les ordinateurs, s'explique, dans un communiqué : « Nous sommes des travailleurs de l'informatique particulièrement conscients des dangers de cette technique : l'ordinateur sert à fichier, contrôler, réprimer. Nous sommes un groupe de révoltés comme il en existe des centaines... »

A l'appui, quelques slogans : « Non à Bib Brother, non à l'informaflic ! »

Big Brother, c'est cet odieux « grand frère » du roman de Georges Orwell, 1984. Un bouquin de science-fiction, décrivant une société quadrillée, robotisée, où l'ordinateur omniprésent surveille et punit. Totalitarisme et cybernétique. Froid dans le dos. Le symbole est clair. A l'heure où l'informatique, de plus en plus, s'occupe de tout, le C.l.o.d.o. tire la sonnette d'alarme et allume la mèche. Les responsables sourient, affirment qu'on n'en est pas encore là. Mais le 21 mai 1980, un mois et demi plus tard, le C.l.o.d.o. recommence : Computer Limited France-l.c.l. Informatique, au Port-Saint-Sauveur, est visitée, sabotée, incendiée...

Petite allusion au passage : Cet attentat visait une société britannique. Sur les murs, on avait relevé le slogan : « Non à Big Brother en Irlande... » De fait, le printemps était chaud, du côté de Belfast...

Un an plus tard, jour pour jour, la même société est soufflée par une explosion. Bobby Sand vient de mourir d'une interminable grève de la faim. « Le

pouvoir anglais tue en Irlande ! », clame un jet de peinture bleue sur un mur noir...

Qui, cette fois, était visée ? La Grande-Bretagne ou l'informatique ? Sans doute les deux.

Pendant deux ans, c'est la trêve. Le C.l.o.d.o. semble en sommeil. Le réveil est colossal : Le 28 janvier 1983, le centre de traitement informatique de la préfecture de la Haute-Garonne vole en éclats. Trois charges de gommes et 30 millions de dégâts.

Trop c'est trop ! Toutes les autorités du département s'indignent. Les conséquences de ce sabotage sont énormes. C'est le début d'un processus qui amènera la désignation d'un préfet de police à Toulouse.

Enfin, hier, vers 4 heures, c'est le big bang, boulevard Matabiau. Voilà qui fait donc six attentats en trois ans et demi. Au passage, on notera qu'avec le temps, le C.l.o.d.o. emploie des méthodes de plus en plus expéditives. Dans ses débuts, il se contentait de brûler dans les toilettes l'essentiel du « soft-ware ». Depuis, il emploie des procédés plus musclés.

Sans doute veulent-ils aller vite : 1984, on arrive bientôt...

Dominique DELPIROUX.

« C.I.O.D.O. and Co »

Le comité liquidant ou détournant les ordinateurs (C.I.O.D.O.) a incendié, hier matin, à 3 heures, les locaux d'une société américaine de distribution de systèmes électroniques, située route de Bessières à L'Union.

Encore une fois, le C.I.O.D.O. fait référence au livre de science-fiction de Georges Orwell, titré « 1984 », et dans lequel il dénonce les dangers de l'ère électronique.

Un détail, cependant, qui ne manquera pas d'intéresser les observateurs : pour la première fois, des éléments féminins s'associent à la signature. Les « Little Sisters », soit en français : les petites sœurs...

● VOIR NOTRE ARTICLE EN PAGE REGION
(Photo « La Dépêche », Métaïron-Cognet.)



TOULOUSE « Little Sisters contre Big Brother »

Après Philips, Data System, Cii Honeywell, Computer Limited, Sperry Univac et quelques autres, ce sont cette fois les locaux de la Cash qui ont été totalement détruits, lundi dans la nuit, à Toulouse. Cette société spécialisée dans les caisses enregistrees et le gros ordinateur de gestion est la septième victime - du « comité liquidant ou détournant les ordinateurs » qui, cette fois, a revendiqué son attentat au nom du « Clodo and Little Sisters » qui, tant à la peinture sur les murs noirs de la National Cash : « 1984 ne passera pas », Little Sisters contre Big Brother.

Le Matin
28.12.1983

LES ALLUMEUSES DU C.L.O.D.O.

● Septième attentat des « anti-ordinateurs ». Leurs « little sisters » ont fait flamber une société d'électronique à L'Union (31). Gros dégâts.

Le C.I.O.D.O. (Comité liquidant ou détournant les ordinateurs) a signé, hier matin, à 3 heures, un nouvel attentat dans la zone industrielle de L'Union, près de Toulouse.

Une agence de la société N.c.r. (National cash register), distribuant dans la région toulousaine du matériel électronique allant dans la caisse enregistreuse au gros ordinateur de gestion, a été incendiée.

Les dégâts matériels, jugés très importants, n'avaient pu, hier soir, être évalués avec précision. Côté locaux, plusieurs pièces réservées au service technique ont été ravagées par les flammes. Côté matériel, une trentaine de caisses enregistreuses ont été réduites à l'état de squelettes carbonisés et un important stock de pièces détachées a été anéanti.

Le feu s'est déclaré peu après 3 heures. Les incendiaires, d'après les éléments que nous avons pu recueillir, se seraient introduits dans les lieux (un pavillon sans étage) en fracturant une large fenêtre donnant sur l'arrière du bâtiment.

Rapidement sur les lieux, une vingtaine de sapeurs-pompiers de Toulouse parvenaient à se rendre maîtres de la situation, non sans difficulté cependant, compte tenu de la virulence des flammes alimentées par des matériaux de choix : matières plastique, substances synthétiques et cartons contenant de nombreuses brochures de documentation.

Tout danger de propagation était cependant écarté

peu avant 6 heures.

En s'attaquant à cette société américaine qui emploie, précisons-le, 70.000 personnes à travers le monde dont 1.700 en France, le C.I.O.D.O. poursuit une lutte souterraine qu'il avait engagée le 6 avril 1980 et qui, en trois ans et demi, l'a conduit à perpétrer six attentats (sept aujourd'hui) à l'encontre de sociétés du genre : Philips Informatique, C.i.i. Honeywell-Bull, Computer Limited France Informatique (deux fois avec une année, jour pour jour, d'intervalle), et le 26 octobre dernier, rue Matabiau à Toulouse.



(Photo « La Dépêche », op. Métaïron-Cognet.)

la Sperry Univac Ordinateurs. Seul attentat du C.I.O.D.O. n'ayant pas choisi pour cible une société de distribution : le centre informatique de la préfecture de la Haute-Garonne, situé à Colomiers, et où les dégâts, le 28 janvier, s'étaient élevés à 3 milliards de centimes.

Il faut souligner d'autre part un détail d'importance à nos yeux figurant dans le texte revendicatif du C.I.O.D.O. relevé, hier, à L'Union : la signature est double ou plutôt mixte. En effet, après la mention C.I.O.D.O., on peut lire « and little sisters », c'est-à-dire « et les petites sœurs ».

Est-ce à dire que l'équipe toulousaine du C.I.O.D.O. compte désormais des femmes ? Lesquelles femmes, non sans un certain humour d'ailleurs, se seraient affublées de cette appellation en référence, encore une fois, au fameux livre d'anticipation de Georges Orwell titré « 1984 ».

Dans ce livre, l'ordinateur dont Orwell dénonce la dangerosité du « fichage » des citoyens, s'appelle « Big Brother », traduisez « Gros ou grand frère ».

Des petites sœurs anglaises (« Clodettes » n'aurait pas fait sérieux !) s'attaquant au grand frère... et ce, à quelques jours seulement de « 1984 », date jugée fatidique par Orwell, une énigme de plus venant ajouter à la difficulté des enquêteurs du S.r.p.j. de Toulouse face à ces attentats somme toute comparables.

Gérard GUILLAUMES.

La dépêche
27/12/83

AG
du CIII
19 et 20 nov.

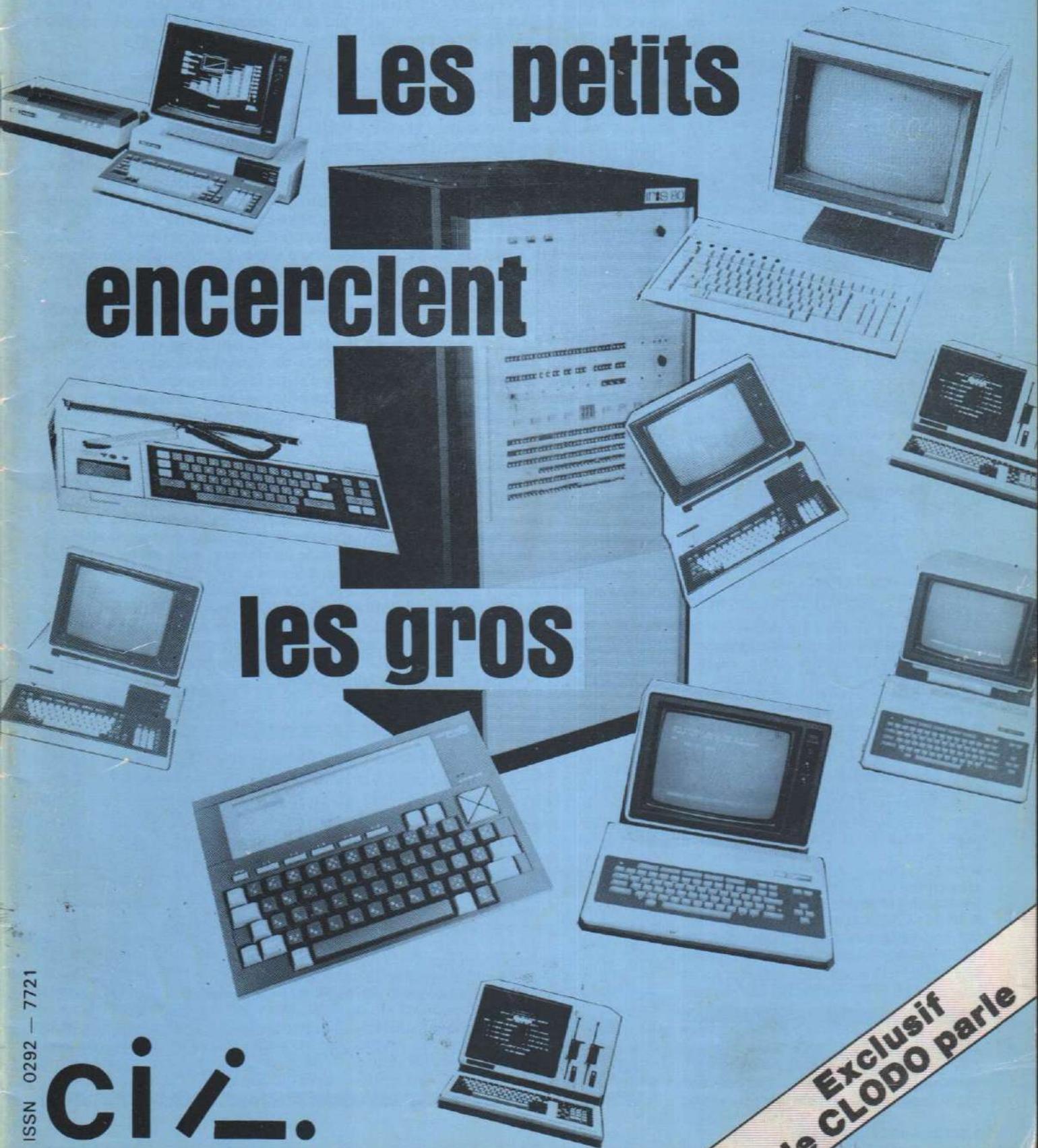
TERMINAL 19/84

Revue du Centre d'Information et d'Initiative sur l'Informatisation

N° 16 Octobre 1983 18 F

Les petits encerclent

les gros



ISSN 0292 - 7721

ci/i.

Exclusif
le CLODO parle

Revue du Centre d'Information et d'Initiative sur l'Informatisation
1 rue Keller 75011 Paris Tel : 805.07.65.
Permanence le jeudi de 19h à 21h
Directeur de la publication : Jacques Vetois
Secrétariat de rédaction : E. Braine,
J. Marmelade, J. Vetois, G. Lacroix, B. Lesval
Photocomposition et photogravure :
IPCC 99 rue des Couronnes 75020 Paris
Tel : 636.73.23.
Imprimé par « Rotographie »
2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil
Tel : 859.00.80.
Diffusion : « Diffusion Populaire »
14 rue de Nanteuil 75015 Paris
Tel : 532.06.23.
Reproduction des articles autorisés avec
mention de leur origine et adresse
Commission paritaire : 63526
Dépôt légal 3^e trimestre 1983

Correspondants :
CANADA : H. Claret, 1083 Av. Ploërmel, Sillery,
Québec, G1S 3S1 Tel : (418) 681.57.09.
USA : Mike Mc Cullough, 90 East 7th street, Apt
3A, New-York NY 10009.
RFA : Ulrich Briefs WSI/DGB, Hans-Böckler
Strasse 39 4000 Düsseldorf (Tel : 43.45.27
ou 45.10.84)
BELGIQUE : Gérard Valenduc, FTU 141 rue
de la Loi B-1040 Bruxelles. Tel : (02)
735.60.50. poste 136)
LYON : CIII-CEP 44 rue St Georges 69005
Lyon (adresse postale BP 5006 St Jean Lyon
cedex 692 45)
NANTES : CIII, c/o Le Bateau Ivre, 35 rue
Jean Jaurès 44000 Nantes.
BORDEAUX : CIII, c/o Le Vent Debout, 29 rue
Bergeret 33000 Bordeaux. Tel : (56) 92.89.38.

Numéros précédents

- N° 1-2/3-4 : Epuisés.
N° 5 Automatisation, Syndicats et l'informatique, dactylocodeuse de Nantes...
N° 6 : Politique industrielle. PS et l'informatique, médias.
N° 7 : Les ordinateurs à l'école, dix ans de politique industrielle, SSCI.
N° 8 : Guide du fiché (16 pages), Bruno Lussato. Droit du travail et l'informatisation.
N° 9 : Télétel : bilan des usagers, cartes à mémoire. Alternatives en informatique ?
N° 10 : J. Ellul, jeux électroniques, science-fiction, logo, Villette.
N° 11 : Guide des informatisés (11 pages), guerre électronique, Télésurveillance. CIII-HB nationalisée.
N° 12 : Dossier Robotique (17 pages), Idéologie, Culture et informatique. Enseignement de l'informatique.
N° 13 : Dossier Informatique et Santé (22 pages), Bilan de la CNIL, Boutiques de Sciences.
N° 14 : Dossier Micro-informatique et associations (14 pages), Dossier Politique industrielle (10 pages), Boycott en RFA.
N° 15 : CNIL à Igny, Silicon Valley, Dossier Technologie et crise (9 pages), Dossier informatique et libertés (6 pages), Intelligence artificielle.
(18 F, frais d'envoi au numéro : 4 F)

Photos C. Szmulewicz, Doc. FSF, U. Mulas, Préf. de Paris, CEO.

RETARD OU RESISTANCE ?

DANS la geste socialiste ; l'électronisation de la société tient lieu de projet politique : "filière électronique", "centre mondial de l'informatique", "plan productique", "volontaires de la formation", "carrefour de la communication" ; la forte sémantique souligne une volonté : la mutation technologique est devenue l'impératif catégorique du septennat. Mais le bilan ouvert à l'occasion du SICOB vient aujourd'hui bousculer ce dispositif.

INCONTESTABLEMENT 1982 a été l'année de l'explosion de la micro (portable en particulier). Tandis qu'Apple, Commodore et Tandy enregistraient une croissance exponentielle, presque tous les grands constructeurs lançaient un PC (Personnal Computer), en un an, IBM prenait 26 % de ce marché. Mais, déjà la guerre des prix et le jeu de la concentration provoquent des faillites. Texas et Atari licencient.

EN France, la perte de vitesse de Bull et la gravité de sa situation financière, contrastent avec la réussite d'IBM, de DEC, d'NCR, de Burroughs, etc, sur le marché français ; comme si la relance et la politique industrielle de la gauche avait accéléré la pénétration des multinationales et le déclin de l'informatique française. Exangue, Bull s'oriente désormais vers une politique à la ICL en commercialisant en priorité des produits achetés à Honeywell, "Convergent", "Sel", etc. Bref, à la volonté culturelle forte n'ont répondu que des résultats industriels faibles sinon désastreux. Pour une partie du gouvernement, (cf le rapport Lemoine), cet échec serait dû au retard de la diffusion de produits informatiques dans la société française et à une résistance corporatiste à la mutation technologique. Trop lente, l'informatisation risquerait de provoquer un "enfouissement dans la crise".

AU contraire, n'est-ce pas là la conséquence du choix effectué en faveur de l'ouverture au marché mondial, d'une reprise par la relance de l'accumulation ? En effet, en l'absence de la volonté politique de changer les règles du jeu international et en l'absence de tout débat sur ce choix de société qu'est l'informatisation, il n'y a pas d'autre issue que de se soumettre à l'anarchie informatique mondiale ; mêlée confuse au sein de laquelle les plus forts fixent les contraintes économiques et renforcent leur domination technologique.

UNE stratégie de développement de l'informatique et de la micro-informatique, alternative et rationnelle pour la maîtrise sociale de l'informatisation, le développement de l'emploi, la production sur place de ce qui est stratégique, la diversification et la création de produits socialement responsables, le recul de la division du travail suppose en premier lieu de ne plus faire de la concurrence internationale un dogme, mais de lui fixer des limites afin de se donner les marges de manœuvres permettant d'aboutir à des résultats différents, (l'orientation actuelle vers une Europe de l'informatique suffira-t-elle à desserrer les contraintes du marché ?). Cela suppose aussi qu'au lieu d'être décidée en secret par les technocrates et les patrons, (cf le récent accord CGE-Thomson), la politique industrielle et d'informatisation puisse être débattue et choisie par tous ceux et celles dont elle détermine l'avenir, le style de vie et les conditions d'existence quotidienne.

CIII - 14 octobre 1983

SOMMAIRE

Editorial p.2
Tendances :
• Le CLODO parle p.3
Dossier micro-informatique :
• Des petits qui peuvent rapporter gros par S. Bustamente p.6
• Vous avez dit MICROTEL par J.P. Durand p.11
• Vers l'appropriation social de la micro par J.P. Lesval p.12
• Homo informaticus par Y. Cochet p.14
Culture :
• Une nouvelle ingénierie de l'imaginaire par J.L. Weissberg p.17
Société :
• Informatisation et emploi : à propos du livre d'Olivier Pastré par F. Duval p.21
• Informatique et bureaucratie par Niels Bjorn Andersen p.24
Débat social :
• Le Québec à l'antenne par H. Claret et P. Carrier p.29
Bloc-notes p.31
CIII p.36

Le CLODO parle ...

SOCIÉTÉ

LES SABOTAGES CHEZ PHILIPS ET C.I.I.-HONEYWELL SÉCURITÉ
La revendication des attentats paraît « fantaisiste »

Toulouse. — « Ça commence à bien faire avec Action directe ! ». Ce policier toulousain vient de s'écrier. Ce policier reprend d'un ton las leurs excuses pour la dixième fois. Parce qu'on fait les enquêtes...

SOCIÉTÉ

Comment tuer un ordinateur
Quatre attentats en un mois. Face à la fo...

Après les attentats contre Philips et C.I.I.-Honeywell à Toulouse, c'est, cette semaine, l'ordinateur de Bion futé qui est attaqué à l'explosif. Le mois dernier, le centre de réservation informatique d'Air France avait également été saboté. Le terrorisme info-

HUIT HEURES APRÈS L'ATTENTAT DE TOULOUSE
Le Clodo adresse une lettre à OMI

ans la nuit du jeudi 27 au vendredi 28 janvier, l'explosion de trois charges de plastic a entraîné l'endommagement de la préfecture de Haute-Garonne située à Colomiers dans la proche banlieue toulousaine. Lundi 31 janvier, au premier courrier, nous avons adressé une lettre de protestation à Toulouse-gare, et que nous

LES « ENRAGÉS » DE TOULOUSE

Enragés de la paresse ou par les Fainéants du Refus du Travail ? En 1979, le Parti du Refus du Travail a organisé une magistrale opération portes fermées : en une nuit, les serrures des bureaux des officines de travail temporaire, des bureaux des Assedic et de l'ANPE furent colmatées avec de la soudure à froid.

Un signal d'alarme
LES ATTENTATS DE TOULOUSE
par PIERRE DROUIN

Le coefficient de risques de cette société est encore accru si cette société est très centralisée. Par chance, si l'on peut dire, les cibles de cette société sont de petit format. Mais gare à la contagion ! Le CLODO (Comité liquidant ou détournant les multinationales) a fortifié les multinationales qui pourraient avoir des répercussions autrement graves que ceux de Toulouse, mobiliseront par la force atomique, à mesure de la force de la police de ce qui est qu-

Paris : incendie revendiqué

Le CLODO avait déjà visé des fabricants d'ordinateurs

Un violent incendie s'est déclaré hier vers 16 h 30, rue Taibout, à Paris, dans le IX^e arrondissement. Le feu a pris naissance au deuxième sous-sol d'un immeuble à l'angle du boulevard des Italiens et dont une partie a donné également rue de Valenciennes. L'incendie, qui n'a pas fait de victimes, a été revendiqué quelque temps après par le mouvement CLODO (Comité liquidant ou détournant des ordinateurs) par un coup de téléphone à l'AFP.

Il a fallu plusieurs heures de pompiers pour éteindre le feu. Les dégâts sont importants. Les dégâts sont importants. Les dégâts sont importants. Les dégâts sont importants. Les dégâts sont importants.



Depuis 1980, l'existence du CIII croise celle du CLODO (Comité liquidant ou détournant les ordinateurs). Au lendemain de ce que la presse a appelé "les attentats technologiques" de Toulouse, un journaliste du Monde avait cru possible de placer le CIII parmi les inspirateurs potentiels du CLODO. Cela nous avait valu, à l'époque, la visite de la police et nous avait conduit à prendre position (cf encadré). Mais la question du sabotage et du détournement des machines informatiques a été depuis relancée par la revue californienne Processed World et un numéro spécial de la revue allemande Weschel Wirkung. Les informations partielles qui filtrent dans la presse (1), en dépit du silence des constructeurs et des grands utilisateurs, "victimes" de ces actions, révèle une pratique de sabotage et de détournements qui vient bousculer le discours figé sur le caractère historiquement dépassé de la résistance de Nel Lud et des Canuts. A tel point que les Communautés européennes ont chargé l'association Droit et informatique de mener, sur ce sujet, une discrète enquête afin d'évaluer l'ampleur de ces pratiques. Terminal 19/84 publie ici une "interview" que lui a adressé le CLODO. Dans les prochains numéros, si les lecteurs ou les informaticiens qui ont un point de vue sur cette question le veulent, un débat pourra s'ouvrir. Pour sa part, l'équipe du CIII publiera prochainement un article d'analyse sur l'action du CLODO. Forme de lutte sociale dépassée ou au contraire porteuse d'avenir, la question est ouverte.

Le CLODO, ou les clodos, c'est donc vous ?

S'il vous faut une preuve, nous la fournissons : lors de notre dernière action notoire, contre le centre informatique de la préfecture de Haute-Garonne, nous avons envoyé un communiqué à plusieurs journaux dont le Canard Enchaîné et le magazine Résistances d'Antenne 2, qui n'en ont pas soufflé mot. Mais, au-delà de cette confirmation de notre "identité", nous profitons

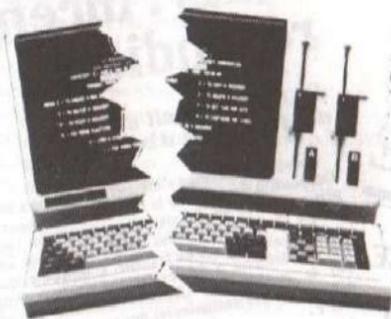
de ce préambule pour préciser quelques évidences : nous sommes des individus, travailleurs de l'informatique ou non, qui nous rejoignons dans une lutte.

Nous ne constituons, ni une organisation, formelle ou informelle, ni un phalanstère. Et le "nous" qui sera employé dans les réponses à votre interview ne devrait pas être la forêt qui cache les arbres ! Nombreux et décisifs sont nos points d'accord mais aussi nombreuses, (bien que moins décisives) sont nos divergences.

En finir avec les mythes

Pourquoi acceptez-vous cette interview ?

Il nous a toujours semblé que les actes parlaient d'eux-mêmes et il a fallu qu'un membre (prétendu ?) d'une organisation soi-disant armée et en tout cas éphémère tente de faire passer nos actes pour ce qu'ils n'étaient pas, pour que nous décidions d'écrire un communiqué. Pourtant, face à la propagation du pouvoir, particulièrement stupéfiante en matière d'informatique, et pour en finir



avec quelques mythes volontairement entretenus à notre égard, il nous a paru que quelques explications devaient être nécessaires. Votre journal étant l'un des moins inconscients en la matière, même si nous nous interrogeons sur la possible publication de nos propos, vous voilà intervieweur.

Démasquer la vérité de l'informatisation

Pourquoi avoir entrepris ces actions ?

Pour interpeller chacun, informaticien ou non, pour que, nous tous, réfléchissions un peu plus au monde dans lequel nous vivons, à celui que nous créons, et de quelle façon l'informatisation transforme cette société.

Il faut bien que la vérité de cette informatisation soit parfois démasquée, qu'il soit dit qu'un ordinateur n'est qu'un tas de ferraille qui ne sert qu'à ce à quoi l'on veut qu'il serve, que dans notre monde il n'est qu'un outil de plus, particulièrement performant, au service des dominants.

C'est essentiellement à la destination de l'outil que nous nous en prenons : mise en fiches, surveillance par badges et cartes, instrument de profit maximalisé pour les patrons et de paupérisation accélérée pour les rejetés...

L'idéologie dominante a bien compris que l'ordinateur simple outil, la kalashnikov indolore, servait mal ses intérêts. Elle en a fait une entité parahumaine, (cf le discours sur l'intelligence artificielle), un démon ou un ange mais domesticable, (ce dont les jeux et bientôt la télématique devraient persuader), surtout pas le serviteur zélé du système dans lequel nous vivons. Ainsi, espère-t-on transformer les valeurs du système en système de valeurs.

Par nos actions, nous avons voulu souligner d'une part, la nature matérielle de l'outil informatique, et d'autre part, la vocation dominatrice qui lui est conférée. Enfin, s'il s'est agi avant tout de propagande par le fait, nous savons aussi que nos destructions provoquent un manque à gagner et un retard non négligeable.

Piéger les systèmes à retardement

Par leur côté spectaculaire et radical, ces destructions ne vous semblent-elles pas un peu outrées ?

Ces actions ne constituent que la partie immergée de l'iceberg ! Nous-mêmes et d'autres luttons quotidiennement mais de façon moins voyante. L'informatique, comme l'armée, la police ou la politique, bref, comme tout instrument privilégié du pouvoir, est l'un des quelques domaines où l'erreur est la règle, où la correction même des bogues occupe la majorité du temps des programmeurs ! Nous en profitons et cela coûte sans doute plus cher à nos employeurs que nos destructions matérielles. L'art en la matière consistant à piéger les systèmes à retardement, nous n'en dirons pas plus.

Pour en revenir à votre question, peut-on imaginer plus banal que de jeter une allumette sur un paquet de bandes magnétiques ? Chacun peut s'y amuser ! Le geste ne paraît excessif qu'à ceux qui ignorent ou veulent ignorer à quoi servent pratiquement la majorité des systèmes informatiques.

Comment expliquez-vous alors que d'autres que vous n'aient pas fait de même ?

Sincèrement, nous l'expliquons mal ! Nous sommes bien placés pour savoir que la plupart des travailleurs de l'informatique font preuve d'une complicité réelle avec "leur outil de travail" et n'utilisent guère leur matière grise à réfléchir sur ce qu'ils font (ils ne veulent généralement même pas le savoir !). Quant aux non informaticiens, ils ne se

sentent guère concernés ou subissent sans réagir la propagande dominante.

Pourtant, cela n'explique pas tout et il nous faut bien constater que ceux qui résistent aux soporifiques du pouvoir ont encore bien peur de la camisole policière !

L'ordinateur pourrait servir à autre chose

N'êtes-vous tout de même pas un peu rétro, un peu les casseurs de métier Jacquard du 19^e siècle ?

Aux outils du pouvoir, les dominés ont toujours opposé le sabotage ou le détournement. Il n'y a là rien de rétro, ni de nouveau. Regardant le passé, nous ne voyons, à moins de remonter à certaines sociétés dites primitives, qu'esclavage et déshumanisation. Et si nous n'avons pas exactement le même "projet de société", nous savons que le retour en arrière est stupide.

L'outil informatique est sans doute perverti par ses origines-mêmes, (l'abus du quantitatif ou la réduction au binaire en donnent les preuves), mais il pourrait servir à d'autres fins qu'il ne sert. Quand on sait que le secteur social le plus informatisé est l'armée, que 94 % du temps d'ordinateur civil sert à la gestion et à la comptabilité, on ne se sent pas les casseurs de métier Jacquard, (bien que ces derniers aient lutté aussi contre la déshumanisation engendrée par ces métiers, lesquels les transformaient d'artisans en manœuvres). Nous ne sommes pas non plus les défenseurs des chômeurs de l'informatisation... Si le micro-

Position adoptée par le CIII en 1980

Il est indiscutable que ces attentats ont eu un effet de choc sur l'opinion publique, effet de choc largement positif. Après la mise en cause du nucléaire, la résistance à l'informatisation fait une irruption spectaculaire dans "l'actualité". Irruption spectaculaire mais largement symbolique, étant donné que des attentats ne sauraient constituer des moyens de lutte efficaces, et encore moins une stratégie contre l'informatisation tous azimuts et le fichage.

La réaction des professionnels a été significative : remise à l'ordre du jour des problèmes de sécurité contre les attentats et les fraudes ; dans certaines entreprises, on contrôle les entrées, on remet sur le tapis le problème des badges magnétiques, on installe une protection policière et on utilise des chiens policiers. Aussi, faut-il dénoncer l'exploitation des attentats par ceux qui veulent faire du traitement, du stockage et de la circulation des informations des activités à sécurité renforcée. Après la protection du nucléaire, celle de l'informatique fournit le prétexte d'un élargissement des secteurs de la société soumis à une politique de surveillance exorbitante du droit commun : renforcement du secret, contrôle accru des individus, limitation des droits des personnels informaticiens...

Dans ces conditions, la réaction par l'attentat paraît inefficace. D'autant que ce type d'action n'est pas très démonstratif face à des nouvelles facettes de l'idéologie informatique : le règne de la mini et de la micro informatique qui seraient plus "douces" que les gros ordinateurs centralisant l'information.

Néanmoins, il faut s'attendre, en l'absence d'une riposte massive et de réelles garanties contre le fichage, à des actions spontanées, dont les plus efficaces prendront la forme de sabotages, simples à organiser.

En ce qui concerne le CIII, nous entendons mener une action de dénonciation des pseudos impératifs techniques, d'information sur les formes et moyens de l'informatisation, de popularisation d'actions et de réflexions.

CIII — Mai 1980

processeur engendre le chômage, alors qu'il pourrait réduire le temps de travail de tous, c'est que nous vivons dans une société abrutissante et ce n'est, en aucun cas, une raison pour détruire les microprocesseurs.

S'attaquer aux multinationales

Comment situez-vous vos actions dans le contexte social français et même mondial ?

L'informatisation est mondiale. Dans le Tiers-Monde, elle contribue à renforcer la domination idéologique et économique de l'Occident et spécialement des Etats-Unis et, à un moindre degré, celle des pouvoirs locaux. Nous estimons donc que notre lutte est mondiale même si, le mot paraît excessif face aux coups d'épingle que nous pratiquons. Et ce n'est pas un hasard si nous nous sommes attaqués principalement à des multinationales, d'ailleurs particulièrement nombreuses à ce niveau.

Quels sont vos projets d'avenir ?

La critique de l'informatisation que nous développons depuis plusieurs années s'étoffe peu à peu mais demeure en gros inchangée puisque l'outil sert toujours aux mêmes, et aux mêmes choses. Il n'y a donc aucune raison pour ne pas continuer dans le même sens. Avec plus d'imagination, même si le résultat est moins spectaculaire que nos actes passés, à notre rythme aussi. La rapidité de l'informatisation, l'irruption prochaine de la télématique, ouvrent un champ d'action et de révolte toujours plus vaste. Nous tenterons d'y lutter mais en sachant que nos efforts sont parcelaires. Il y a place pour toutes les révoltes !

Prochaine interview par le juge d'instruction !

Quelles sont vos chances de mener à bien ces projets ? Ne craignez-vous pas de vous faire prendre ?

Nous sommes chanceux, merci ! Les motivations existent, les idées aussi, et au royaume des aveugles, les borgnes sont rois !

Voilà plus de trois ans qu'une cour de sûreté de l'Etat (paix à ses cendres) et quelques dizaines de mercenaires du pouvoir nous recherchent : leurs moyens matériels, pourtant sophistiqués, sont bien inefficaces et notre dernière action contre le centre informatique de la préfecture de Haute Garonne a dû leur prouver que nous en savions plus sur eux qu'ils n'en savent sur nous !

Nous avons pourtant conscience des risques que nous encourons et de l'ampleur de l'arsenal auquel nous risquons de nous heurter.

Puisse notre prochain intervieweur ne pas être un juge d'instruction ! ■

Toulouse — Août 1983

(1) En particulier, dans le courrier des lecteurs de *Libération*.



Dossier micro-informatique

"Terminal" passéiste ? Nous n'avons publié jusqu'ici que peu de pages, sur la micro-informatique ! A croire que les fantasmes liés à la grande informatique auraient la vie dure et qu'il serait plus aisé de discourir sur une informatique en soi, (figée dans la machine Von Neumann), que de se colletiner avec ses formes les plus actuelles.

Pour combler ce retard, nous avons choisi de croiser deux angles d'approches :

— **La réalité technique, d'abord, afin de fixer des repères dans une production qui évolue tous les jours et d'en mesurer les enjeux économiques et industriels.**

— **Les pratiques sociales, ensuite, contradictoires ainsi qu'en témoignent les usages qu'en font les clubs micro-informatique.**

Si l'apparition de la micro-informatique est venue répondre à certains dangers ou à certaines impasses de l'informatique classique, (centralisation, inaccessibilité, vulnérabilité), bien des questions demeurent, parmi lesquelles celle de la programmation n'est pas des moindres. Pas de conclusions péremptoires, donc, alors que l'"Homo informaticus" à double visage qu'évoque Yves Cochet reste très largement une énigme. Car, dans le développement des technologies de l'information, la micro-informatique, pourrait bien n'être qu'une forme transitoire. L'autonomie pour se familiariser et expérimenter, avant d'être branché sur les réseaux.